

# **Ma foi dans un autre Congo :** **Un Congo stable, prospère et puissant**

Préface

Les raisons de mon combat

Congo le "don béni"

La descente aux enfers

Relevons et bâtissons le Grand Congo

Au service de la patrie

Epilogue

## Préface

La publication de cet ouvrage répond à la nécessité de rassembler dans un document unique, sous forme simplifiée, les grandes idées développées par Vital KAMERHE, Président National de l'Union pour la Nation Congolaise « UNC », idées qui constituent sa vision en tant qu'acteur politique et candidat à l'élection présidentielle du 28 novembre 2011. Il s'agit également de donner une réponse claire aux interrogations que se pose une partie de l'opinion sur sa position en tant qu'un des leaders au sein de l'opposition politique face au pouvoir en place.

En effet, au cours de trois dernières années **du premier** quinquennat du Président actuel, les rapports avec celui-ci sont passés par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel du fait de profonds désaccords sur les politiques publiques mises en œuvre par le gouvernement de la majorité actuellement au pouvoir. Cette prise de position valut à l'auteur d'être considéré comme œuvrant contre le pouvoir. C'est donc un divorce qui était basé sur des divergences quant à la manière de gérer le pays en vue d'apporter des solutions aux nombreux défis auxquels le pays est confronté : aggravation de la pauvreté, corruption, concussion, prédation et détournements des deniers publics, devenus des pratiques récurrentes. Un appauvrissement du pays qui ne se justifie en rien au vu des potentialités dont regorge la République Démocratique du Congo, pays aux atouts inégalés en termes de ressources naturelles (agricoles, forestières, minières, environnementales) et humaines (près de 70 millions d'habitants).

Pour montrer qu'un autre Congo, débarrassé de la misère, de la pauvreté, des pratiques de gestion atypique et antisociale est possible, Vital KAMERHE a voulu répondre aux vœux et souhaits émis par nombreuses et nombreux compatriotes qui croient en lui. C'est pour eux qu'il a écrit cet ouvrage, dans le but de vulgariser sa vision et sa pensée pour un changement radical de gouvernance du pays.

Ce livre, le Président Vital KAMERHE l'a rédigé dans un style simple, agréable et alléchant qui en fait un ouvrage de poche facile à lire.

Le lecteur y trouvera les idée-forces de l'auteur, sa vision du pays et sa détermination à assumer un leadership de changement.

Fait à Kinshasa, le 28 Octobre 2011

**KAMBAYI BWATSHIA M.A.**

Professeur à l'Université  
Pédagogique Nationale

**Grégoire BAKANDEJA wa MPUNGU**

Professeur à l'Université de Kinshasa

## Les raisons de mon combat

Je viens de publier, il y a quelques mois, "*Les fondements de la politique transatlantique de la République Démocratique du Congo : la République Démocratique du Congo, terre d'espoir pour l'humanité*". Cet ouvrage a un caractère plus scientifique que général. J'y ai traité de nombreux sujets qui préoccupent le peuple congolais et principalement les défis auxquels il est confronté. Le premier de ces défis concerne la pauvreté et la résurgence des maladies jadis éradiquées comme le paludisme, la variole, la fièvre typhoïde et la maladie du sommeil, en même temps qu'apparaissent des nouvelles pandémies telles que le VIH/Sida. Le second défi important est la mauvaise gouvernance du pays marquée par des pratiques rétrogrades de corruption, de concussion, de prédation et de détournements, en toute impunité, des deniers publics, pratiques qui accentuent le sous-développement et minent la cohésion nationale. J'y explique également comment, avec des atouts comparables à ceux du Brésil, pays qui présente des similitudes particulières avec la République Démocratique du Congo, il est possible de faire changer les choses, de créer une nouvelle société basée sur l'égalité des chances pour ses habitants par une répartition équitable des revenus, de construire ainsi un autre Congo, intégré, prospère et puissant, débarrassé de cette pauvreté qui nous caractérise aujourd'hui.

La pauvreté au Congo n'est pas une fatalité. En mobilisant efficacement les ressources dont notre pays dispose, la pauvreté peut être vaincue dans très peu de temps. En fait, est-il normal que le Congo qui est en tous points et toutes proportions gardées, comme le Brésil, ne puisse pas réaliser les mêmes exploits ? Je crois en nos capacités de renverser la tendance actuelle.

Comme je l'ai souligné dans mon ouvrage précité, les similitudes naturelles et géostratégiques entre les deux géants, à savoir le Brésil en Amérique latine et la République Démocratique du Congo en Afrique centrale m'ont inspiré, car il n'y a pas longtemps, le Brésil était encore un pays qui se cherchait, comme le nôtre. Grâce à la mobilisation efficace de

ses ressources humaines et naturelles, sous la direction du Président Lula da Silva et son équipe, le Brésil figure aujourd'hui parmi les dix premières économies mondiales.

C'est ainsi que, convaincu par le model brésilien, je suis confiant dans les capacités du Congo à se relever, à surprendre et à étonner les fatalistes qui croient que les Congolais sont des incapables qui ne peuvent exceller que dans des activités de loisir.

Certes, cet ouvrage a pu intéresser beaucoup d'intellectuels et des politiques mais, il faut le reconnaître, il n'a pas été à la portée du plus grand nombre, les moins habitués aux écrits académiques dont certains se retrouvent parmi les militantes et militants de notre parti, des membres de l'Alternance Vital Kamerhe (AVK) et ceux des organisations de la Société civile avec lesquels je partage ma vie d'acteur politique et qui débattent souvent avec moi. C'est pour cette grande majorité de notre population qui vit dans sa chair et dans son âme cette misère aussi indescriptible qu'inqualifiable que j'ai décidé d'écrire cet ouvrage, dans le but de présenter ma vision de faire du Congo un pays puissant, prospère et stable dans le concert des Nations, principalement dans ses relations avec les autres pays africains et le reste du monde. Les Congolais ont besoin que nous leur rendions leur fierté et leur dignité et que nous mettions en place les meilleures conditions du rayonnement international de notre beau pays.

De l'avis de plusieurs esprits avertis, la République Démocratique du Congo, notre pays, est une puissance endormie à cause des crises politiques et sociales répétées, des guerres et des mauvais systèmes de gestion instaurés au lendemain de son indépendance et exacerbés actuellement par l'absence criante d'un leadership responsable. C'est donc la thérapeutique à apporter qui doit entraîner le changement de système et l'instauration d'un leadership différent. Un leadership selon le modèle de Jésus Christ, le premier Serviteur : le dirigeant au service du peuple et non l'inverse.

En effet, à l'accession de notre pays à l'indépendance, les rédacteurs de notre hymne national ne s'étaient pas trompés en qualifiant

notre pays de « don béni ». Oui, notre Congo est un « don béni » par Dieu qui l'a doté de ressources naturelles abondantes et diversifiées et y a placé une mosaïque d'ethnies dont les membres sont connus pour leur dynamisme, créativité, hospitalité, solidarité ainsi que pour leur attachement à **son** unité. C'est pour cela que notre Congo a survécu à plusieurs périls : guerres de sécession, de rébellion, d'agression et d'occupation ayant pour objectifs le pillage des ressources naturelles et la balkanisation du pays. Chaque fois, les Congolais ont su manifester leur amour de la patrie et leur détermination de préserver son intégrité. C'est tout cela qui fonde nos espoirs et notre foi dans un nouveau Congo qui sera réellement « plus beau qu'avant » parce que **je suis déterminé (nous sommes déterminés)** à mobiliser tous les patriotes pour sortir ce pays du gouffre dans lequel il est plongé, le libérer de cette mafia qui l'a pris en otage, mettre fin à l'impunité, remettre les Congolais au travail et les rendre maîtres de leur destin collectif.

Ce livre reflète ma foi dans le processus de changement démocratique en cours dans notre pays. Il est le produit de mes rencontres et entretiens avec de nombreuses personnalités du monde politique et intellectuel, avec des militantes et militants des partis politiques ainsi qu'avec des activistes de la Société civile qui ont manifesté leur volonté de soutenir ma candidature à l'élection présidentielle, notamment les partis politiques, associations et personnalités de la plate-forme Alternance Vital Kamerhe (AVK). Toutes ces personnes m'ont suggéré d'écrire un ouvrage pour un public plus large, afin de faire passer mon message. Ce nouveau-né constitue une réponse à leurs vœux. Il s'adresse à l'ensemble de la population congolaise afin qu'elle appréhende et comprenne mes idées, ma pensée, ma vision sur l'avenir du Congo, mon rêve d'un autre Congo, ma foi pour un nouveau Congo fort, prospère et stable au cœur de l'Afrique. En effet, la République Démocratique du Congo a vocation d'être la locomotive et non la remorque à la traîne des autres pays, par ailleurs moins nantis qu'elle en ressources tant humaines que naturelles.

Oui, je rêve d'un autre Congo. Un Congo débarrassé de la pauvreté, de la misère et de la mauvaise gestion de la chose publique. Un Congo

qui respecte les valeurs humaines. Un Congo nouveau, ancré dans la démocratie. Un véritable État de droit, dans lequel on vivrait mieux qu'aujourd'hui. J'en ai la conviction et la foi. Là se trouvent les raisons de mon combat pour le changement démocratique dans mon pays.

## II. Congo, le don béni

A première vue, ce qui saute aux yeux de tout observateur de la carte de l'Afrique est ce pays, le Grand Congo, qui chevauche l'Équateur et écrase le cœur du continent africain de son imposante masse. Avec ses 2 345 000 km<sup>2</sup> de superficie, tout lui paraît démesuré et contraint les voyageurs hasardeux à l'étonnement. Par son climat, ses sites, sa faune et sa flore, ses abondantes ressources hydrauliques, énergétiques et minières, ses énormes potentialités agro-pastorales ainsi que par le dynamisme de son peuple épris de paix et de joie de vivre, le Congo est une terre merveilleuse dans de grandioses proportions.

En effet, son fleuve, le Congo, qui déroule **ses 4776 km** dans un bassin rival à celui de l'Amazone, draine le huitième de l'Afrique et peut offrir au monde le cinquième de ses besoins en eau et en énergie électrique. Deuxième pays le plus étendu de l'Afrique, sa cuvette centrale hébergeant la deuxième forêt au monde, une **forêt** luxuriante et impénétrable à la fois, riche en essences aussi rares que diversifiées, la RDC est un pays aux mille visages.

Du Nord au Sud s'étalent des magnifiques et vastes étendues de terres herbeuses, prêtes à accueillir des champs de cultures diverses. Ses rebords, étagés en gradins, apportent une note pittoresque dans le ruissellement des rivières aux impétueuses chutes et aux cascades que le soleil irise sans faille, rivières qui offrent au pays d'énormes possibilités d'érection des barrages hydro-électriques dans tous les coins du pays.

A l'Est, un voyageur peut être ébloui pendant qu'il découvre un chapelet de lacs : Moero, Tanganyika, Kivu, Albert et Édouard. Est-il

nécessaire de rappeler que tous ces lacs sont très riches en ressources halieutiques? Disons quant même, tout en évitant de choquer des esprits qui seraient révoltés de l'apprendre, que des recherches ont démontré que dans le lac Tanganyika, comme dans le fleuve Congo, des poissons y meurent de vieillesse, faute d'être pêchés. **Pendant qu'au même moment les enfants sont frappés de mort précoce par manque de nourriture. Quel paradoxe!**

Le Congo, c'est aussi et surtout un scandale géologique, qui renferme plus d'une centaine de substances minérales. De quoi faire rêver les pays industrialisés, en ce moment où les matières premières se font de plus en plus rares.

La République Démocratique du Congo est une terre d'espoir pour l'humanité au regard de ses ressources incommensurables, qui pourraient constituer une part importante des solutions aux défis qui menacent actuellement l'humanité. Les Congolais sont peut-être les derniers à le savoir :

Savez-vous que la République Démocratique du Congo, avec ses 280 millions d'hectares de forêt tropicale, est la deuxième réponse, après le Brésil, au problème du réchauffement climatique?

Savez-vous qu'aujourd'hui, d'après les études de la FAO, que le monde compte plus de 1 milliard de personnes malnutries et que les terres arables de la République Démocratique du Congo, 120 millions d'hectares, bien exploitées comme en Europe, en Afrique du Sud, au Brésil... pourraient fournir au monde la nourriture pour 2 milliards d'individus. De quoi donc résorber deux fois le déficit alimentaire mondial?

Savez-vous également que la République Démocratique du Congo renferme 53% de toutes les eaux douces d'Afrique et pourrait donc non seulement résoudre le problème de desserte en eau potable pour sa population mais aussi relever le défi de la désertification avec l'avancée du désert du Sahara au Nord et du Kalahari au Sud? Si on y prend garde, la prochaine guerre d'agression à laquelle la RDC pourrait faire face, sera celle d'accès à ses eaux douces.



Savez-vous aussi que la RDC regorge d'immenses potentialités en énergie propre et renouvelable (100.000 Mégawatts) dont 44.000 pour Inga, retenu comme pôle intégrateur pour l'électrification et l'industrialisation de l'ensemble de l'Afrique et de l'Europe méditerranéenne, grâce à l'interconnexion avec le barrage d'Assouan en Égypte?

Savez-vous enfin, comme souligné ci-dessus, que la RDC, scandale géologique, compte plus de 110 substances minérales et constitue une réponse appropriée à la raréfaction des matières premières dans le monde?

Comment dès lors expliquer que dans un tel paradis terrestre, les populations vivent un véritable calvaire à tout point de vue? Comme dirait quelqu'un, dans notre pays, nous vivons l'enfer au paradis!

La réponse, en ce qui nous concerne, paraît simple. C'est l'inconscience, l'insouciance, mais surtout l'absence de vision et de volonté politique des dirigeants congolais qui ont passé leur temps, depuis 1960, à créer des partis politiques et déclencher des rébellions pour se partager le pouvoir. La République Démocratique est devenue pour eux un gâteau qu'ils doivent se partager au détriment du peuple.

Comme nous le démontrons dans les lignes qui suivent, notre pays est un "*don béni*" et dispose encore des atouts naturels pour relever le défi du développement.

## **2.1. Une faune riche et diversifiée, propice au développement de l'industrie touristique**

L'Est du Congo est aussi une région où s'étale, en toute liberté, une faune sauvage unique par son abondance et sa variété. C'est là où l'on trouve les splendides parcs naturels qui ont fait rêver et déplacer plusieurs milliers de touristes dans les années soixante et soixante-dix.

Au Sud, dans le Katanga, c'est le Parc d'Upemba où, sur les hauts plateaux, vivent de grands troupeaux de zèbres, d'élands du Cap, de bubales; dans les savanes se prélassent de nombreux troupeaux

d'éléphants, de buffles et d'antilopes, et des oiseaux aquatiques dans les marécages. On y trouve aussi le Parc de Kundelungu qui est le dernier refuge du guépard, du zèbre, de l'antilope rouanne, de l'éland du Cap, de l'hippopotame noir et le grand Koudou. C'est le site unique où les plus hautes chutes du continent dont la Lofoi, haute de 347 m, l'eau tombe d'un seul jet.

Au Sud-Kivu, dans le Parc de Kahuzi-Biega, l'on peut observer à loisir les gorilles de montagne.

Dans le Nord-Kivu se trouvent le fameux Parc des Virunga où l'on peut contempler éléphants, buffles, lions, antilopes, gazelles, phacochères, hyènes, etc.... Avant les deux guerres barbares de 1996 et 1998, des milliers de ces mêmes animaux vivaient également dans le Parc de la Rwindi. Le Nord-Kivu est aussi la région des volcans, dont le célèbre Nyiragongo, toujours en activité.

Un peu plus au Nord, c'est en Ituri où l'on peut aussi contempler, dans le Parc de la Maïko des gorilles et l'espèce animale rare que l'on ne trouve nulle part ailleurs au monde qu'au Congo : l'Okapi. Encore plus loin, à la frontière avec le Sud-Soudan, c'est le parc de la Garamba. En plus d'y trouver la plupart des mammifères du Parc des Virunga, à part l'Okapi et le sanglier géant, on peut exceptionnellement y admirer des animaux rares tels que le rhinocéros blanc, la girafe et l'éland.

Nulle part au monde qu'au Congo, dans la Province de l'Équateur, des conditions sont réunies pour créer la plus grande réserve forestière de la planète. Cela a donné le Parc de la Salonga, une réserve naturelle vaste de 3.600.000 hectares, plus vaste que certains pays africains!

Enfin, peut-on faire le tour de l'est sans visiter les grottes des Monts Hoyo et contempler l'énorme montagne Ruwenzori avec ses glaciers éternels (ce qui est unique et exceptionnel dans une région tropicale) et son pic Marguerite (5119 m)? C'est le plus élevé d'Afrique après les monts Kilimandjaro et Kenya.

Lorsqu'on sait qu'il y a plusieurs pays dont les économies sont soutenues par l'industrie touristique (Thaïlande, Kenya, Tanzanie, Tunisie,

Egypte...), les potentialités touristiques qu'offrent tous ces riches parcs naturels constituent pour nous des sources de revenu très important.

## **D'abondantes ressources naturelles**

L'Est est aussi une région dont le sous-sol, avec des précieux et riches gisements de cassitérites, de coltan, d'or, de niobium et d'abondantes réserves de pétrole depuis l'Ituri jusqu'au bord du lac Tanganyika ne cède en rien à cette exubérante végétation.

Au Sud, tout spécialement, un voyageur peut, encore une fois, être étonné des plateaux où le café, les palmistes, les bananes et les ananas peuvent prospérer ainsi que de nombreux troupeaux. Les colons y voyaient déjà des entreprises de pêches sur le lac Moero, sur le Lualaba et tous ses affluents. Le sous-sol du Sud du Congo est une véritable caverne d'Ali Baba où l'or, l'argent, le platine foisonnent. Le Haut-Katanga, puissant, regorge de cuivre, zinc, cobalt, uranium et radium qui ouvrent des voies à des fructueuses possibilités industrielles.

Le Kasai qui roule et brille de mille feux le pur diamant, industriel et de joaillerie, est doté d'immenses étendues aptes à l'agriculture. Depuis l'époque coloniale jusqu'au milieu des années soixante-dix, le Kasai était l'un des grands producteurs de coton au Congo. En plus des cultures pérennes (principalement le café et le cacao) propices dans le nord du Territoire de Dekese et l'élevage intensif qui peut prospérer dans certaines parties des Territoires de Luebo, Ilebo, Demba, Dimbelenge, Mweka, Tshikapa et le sud de Dekese, des études ont signalé la présence de l'Or et de l'Étain dans les Territoires de Luiza (à Loatchi, Lueta et Musivu) et Kazumba, du Fer à Luebo, Tshikapa et Kazumba, le Nickel, le Chrome et le cobalt dans la région de Kananga et de Kazumba ainsi que du pétrole dans la région de Dekese.

Même si les affluents de la rivière Kasai (notamment la Lulua, la Lukenie, le Sankuru, la Loange...) sont peu riches en poissons, leurs immenses potentialités hydroélectriques sont, en revanche, capables d'électrifier plusieurs villages et cités urbaines du Kasai.

A l'Ouest, dans le Bas-Congo, on rencontre une région au climat

tropical avec deux saisons, sèche et pluvieuse. Là, le fleuve Congo assagi, las de sa course, se jette dans l'Océan tranquille. Que dire de la végétation de Mayombe avec notamment ses mangroves ? Que dire des grottes encore inexplorées à ce jour de Mbanza-Ngungu? Que dire de la nappe pétrolifère de toute la côte atlantique, des bitumes et des réserves énormes d'hydrocarbures dans la cuvette centrale? Les potentiels pétroliers ont été évalués, par des études conservatrices, à plus de 4,5 milliards de barils et le gaz associé à plus de 30 milliards de m<sup>3</sup>. La nappe du Bas-Congo est en fait une petite partie d'une autre plus grande qui s'étend de Kinshasa à Businga dans l'Équateur. Elle s'étale vers Kisangani et Kindu, pour se prolonger jusqu'aux environs de Kasongo et Kabalo. Elle couvre même une bonne partie du Sankuru, du Kasai et de tout le Bandundu.

Le Bandundu est reconnu comme une province à vocation agricole. C'est elle qui, avec le Bas-Congo, nourrit la mégapole Kinshasa. Selon les statistiques de la Division provinciale de l'Agriculture et Pêche, le Bandundu produit artisanalement plus de 565 mille tonnes de poissons de différentes variétés par an. En plus d'élevage de caprins, d'ovins, de porcins et de volailles, le Bandundu est riche en diamants alluvionnaires dans le site de Bendela et en amont de la rivière Kwango. Des recherches ont permis de découvrir des indices sérieux des minerais comme le phosphate, du fer, du nickel...

Depuis longtemps, lorsqu'on parlait des richesses de la Province Orientale, on voyait les gisements d'or de Kilo-Moto, les poissons des lacs Édouard et Albert, et le café. Il a fallu que les armées ougandaise et rwandaise dévastent la ville de Kisangani en s'affrontant à coup de mortiers, roquettes et mitrailleuses pour que plusieurs Congolais sachent que la Province Orientale était aussi riche en diamants en plus du pétrole qui fait courir des sociétés étrangères, **sans oublier** l'élevage intensif de bovins, de chèvres, moutons et des porcs. Bien pratiqué, l'élevage dans l'Ituri est capable de nourrir tous les Congolais en viande.

L'Équateur est par excellence la province qui a des riches potentialités en produits forestiers et agricoles. En 1999, par exemple, les agriculteurs de l'Équateur avaient produit plus de 2 millions de tonnes de manioc, 157

mille tonnes de maïs, plus de 95 milles tonnes de bananes... **L'Équateur peut aussi nourrir Kinshasa en poissons de très bonne qualité et mettre fin aux importations, inutilement couteuses, des poissons surgelés.**

## **Un scandale géologique valant plus de \$ 24.000 milliards!**

Quelques estimations des réserves minières se présentent comme indiqué ci-dessous :

N°	Substances Minérales	Quantités (tonnes)
1	Cuivre	75.000.000
2	Lithium	31.000.000
3	Niobium	30.000.000
4	Manganèse	7.000.000
5	Zinc	7.000.000
6	Cobalt	4.500.000
7	Fer (plus de 60% Fe)	1.000.000.000
8	Cassitérite	450.000
9	Or *	600
10	Diamant	206.000carats

Selon la Peacks Foundation, la valeur des minerais non exploités de la RDC est estimée à plus de 24.000 milliards de dollars américains, soit la somme des PIB des États-Unis et de tous les pays de la Communauté européenne. C'est plus que le potentiel pétrolier de la très riche Arabie Saoudite qui ne dépasse pas 18.000 milliards de dollars. Voilà de quoi faire rougir plusieurs envieux.

Jusqu'à présent, seule une douzaine de minerais est exploitée alors que les gisements de la RDC contiennent une cinquantaine de minerais répertoriés. Ils recèlent plus de 10% des réserves mondiales du cuivre, 30% de diamant, 50% de cobalt, 70% de coltan... en plus d'importantes réserves de bauxite, de fer, de manganèse, d'Or et des minerais

stratégiques tels l'uranium, le germanium, niobium...

Comme si on l'avait oublié : dans le lac Kivu, on y trouve d'importantes réserves de gaz méthane évaluées à plus de 65 milliards de Nm<sup>3</sup>, inépuisables parce qu'il se régénère de l'ordre de 250Nm<sup>3</sup> par an!

On l'a vu, en plus d'être un " scandale géologique ", le Congo est aussi " un scandale agricole et forestier "! En effet, le Congo abrite la deuxième forêt du monde avec 280 millions d'hectares, une grande réserve agricole avec 120 millions d'hectares de terres arables dont moins de 5% **seulement** exploités à ce jour.

Le Congo, c'est aussi « un scandale hydrographique » et en même temps un scandale en biodiversité. Il possède 53% de toutes les eaux douces d'Afrique. Ce qui lui vaut le qualificatif de château d'eau d'Afrique. Sa population est jeune et sa terre, dans l'ensemble, promise. C'est ce pays que nous avons aujourd'hui en héritage. Un héritage plus que jamais menacé, de l'intérieur comme de l'extérieur.

C'est cela le fabuleux pays que les Pères de l'indépendance ont voulu, à la Table Ronde de 1960, maintenir uni en faisant le vœu de le rendre "**plus beau qu'avant**". C'est cela le pays dont les richesses et la position géostratégique sont faites pour susciter des convoitises des forces étrangères. D'où l'obligation de chacune et chacun de nous d'assurer sa protection et sa défense face aux dangers qui le guettent. Il n'est pas acceptable que nous échouions là où d'autres Africains ont réussi. Ceci explique le combat que je mène aujourd'hui pour le maintien de la souveraineté nationale et internationale de notre pays ainsi que **pour** nous rendre collectivement maîtres de notre destin. Pour cela, ce ne sont pas de ressources humaines et naturelles qui nous font défaut.

### **III. La descente aux enfers**

Il n'est un secret pour personne que notre pays est en déclin comparativement au niveau de développement qu'il avait atteint à la veille de l'indépendance. Le 30 juin 1960, en effet, la force économique du Congo se comparait valablement à celle du Canada, de la Corée du Sud, de l'Afrique du Sud... Qui croirait que dans les années cinquante des Sud-Africains venaient se faire soigner dans nos hôpitaux au Katanga et **passaient leurs vacances à Bukavu?**

Dire aux citoyens de notre génération ainsi qu'à celle de nos parents que les Congolais vivaient mieux dans les années soixante et soixante-dix malgré toutes les guerres que le Congo **avait** connues est un truisme. Par contre, pour plusieurs de nos jeunes gens aujourd'hui, c'est tout simplement incroyable, des blagues pour divertir et faire rêver les enfants. Pourtant c'est vrai. A Bukavu, par exemple, des jeunes ont **de la** peine à croire qu'il y avait des industries dans la partie de la ville appelée Quartier industriel; que l'on y fabriquait des chaussures, des cotonnades, des outils de laboure, des produits essentiels pour la consommation de base... Partout ailleurs, Kananga, Lubumbashi, Kisangani et dans bien d'autres villes du pays, des quartiers industriels constituaient des véritables tissus économiques qui employaient plusieurs milliers de Congolais qui formaient la classe ouvrière et moyenne. En ce temps-là, Kisangani était, après Kinshasa et Lubumbashi, le troisième pôle économique du pays. Ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Cette classe moyenne a totalement disparu. Finie donc l'époque où les Bemba Saolona, Dokolo, Kansebu, Katebe-Katoto, Kisombe, Lengelo, Mboliaka, Moleka, Mwananteba, Nzolantima, Ngezayo, Nyamulinduka, Tangi... constituaient, avec fierté, des piliers de l'économie nationale, aujourd'hui totalement extravertie.

Dès la fin des années soixante jusqu'au début des années soixante-dix, la Foire Internationale de Kinshasa (Fikin) était une attraction économique et commerciale pour les entreprises tant nationales qu'étrangères qui s'y donnaient rendez-vous d'affaires. A cette époque, Kinshasa était desservie par treize compagnies aériennes : Swissair, Air France, UTA, Sabena, TAP, Alitalia, Iberia, Camair, Lufthansa, KLM, Pan Am, **British** Caledonian, Air Zaïre. Il convient de préciser qu'à cette

époque-là, Air Zaïre, notre défunte compagnie aérienne, se situait au même niveau que les autres grandes compagnies aériennes internationales.

Kinshasa, « Kin-la-belle », connue pour être un « Kinshasa kiese yaya », était une ville dont l'activité économique était tractée par des usines de montage d'autos : General Motors, Inzal de British Leyland, et Iveco étaient montées sur place, et par conséquent étaient accessibles et revenaient moins cher. Toutes ces usines employaient plusieurs centaines de Congolais. Aujourd'hui, tout cela, évidemment, n'existe plus. La mauvaise gestion de notre économie et les pillages sauvages des années 91 et 93 ont détruit le tissu économique dont le pays s'était doté.

Le cas de l'auto est symptomatique de la dégringolade de l'économie de notre pays. En effet, du montage des autos auquel on était parvenu jusqu'au courant des années '70, notre pays s'est retrouvé par après à en importer avant de se rabattre aux autos dites "occasion d'Europe" parce que les neuves étaient de plus en plus hors de la portée de plusieurs. Actuellement, la pauvreté aggravant la situation, plusieurs personnes se contentent des seules autos d'occasion qui nous sont plus accessibles : des "occasions de Brazza". Oui, des autos d'occasion qui sont déclassées à Brazzaville, celles qui sont interdites de circuler de l'autre côté du fleuve, traversent le fleuve pour être vendues chez nous où elles constituent des aubaines.

Mais, il n'y a pas que des autos "occasion de Brazza" qui nous sont refilées par nos voisins du Congo-Brazzaville. Il y a aussi des "peaux de bœufs et des vaches", appelées « déchets » à Brazzaville. Eux, à Brazza, ils mangent la viande des bêtes qu'ils abattent, tandis que les peaux traversent le fleuve pour être vendues dans nos marchés où, à cause de l'extrême pauvreté dans laquelle plusieurs familles vivent, des ménagères se les disputent. C'est nouveau, me direz-vous? Oui, en effet, car durant les années soixante et soixante-dix voire quatre-vingt-dix, aucune famille kinoise ne **consommait cette nourriture d'un genre nouveau!** Aujourd'hui, hélas! Plusieurs **de ces familles**, à défaut de la viande inaccessible, ne peuvent recourir qu'à ces peaux de bovins pour améliorer le goût du *pondu* ou du *bitekuteku* offerts aux enfants pour



accompagner le *fufu*. Incroyable! Même les chats et les chiens errants ont disparu, puisque désormais dans le collimateur des Congolais affamés! C'est **humiliant pour moi, et cela doit prendre fin sans délai**.

Incroyable aussi dans le Haut-Uélé, où rares sont des jeunes qui **peuvent** nous croire lorsque nous leur disons qu'il fut un temps où Isiro était la capitale de l'or vert (le café). Que des avions y décolaient chargés de milliers de tonnes de café et, en revenant, inondaient le marché local des produits qui faisaient d'Isiro et des environs, des milieux où il faisait beau vivre. Des jeunes ne quittaient pas Isiro pour « chercher la vie » ailleurs parce qu'il y avait tout ce qu'il fallait sur place. Il en est d'Isiro comme de Mbandaka, de Kananga, de Likasi, de Kisangani... Très peu de gens **s'aventuraient** à Kinshasa pour "faire la vie".

Enfin, **nos enfants aujourd'hui nous croient à peine** lorsque nous leur disons qu'il fut un temps où les services postaux existaient dans ce pays. Que d'Ariwara on pouvait envoyer des lettres qui arrivaient, dans le temps, à Boma; que de Dilolo on répondait à une lettre postée à Zongo il y a une semaine et demie! Si aujourd'hui les jeunes clavardent (communiquer par internet) avec leurs amis se trouvant loin en Europe, nous, à notre époque, c'est par lettres que nous correspondions avec des amis de partout. On s'échangeait des photos et des cartes postales. Dans une ou deux semaines on recevait des lettres postées en Finlande, en Australie, au Canada, en Suède... Sans le moindre déplacement, on envoyait des demandes d'admission et des dossiers par poste à des écoles et universités... et on était admis. A la rentrée scolaire ou académique on se présentait pour commencer les cours. Aujourd'hui cela n'est plus possible. Du Kivu, du Katanga, de l'Équateur... on ne peut même plus s'abonner à un journal ou à une revue paraissant à Kinshasa. Plus grave encore, des services de l'État ne peuvent plus communiquer, par courrier, avec les citoyens.

L'inexistence des services postaux et d'autres moyens de communication a des conséquences néfastes sur les services publics que l'État doit offrir aux citoyens, sur les activités économiques, sur l'industrie culturelle et plus grave encore l'intégration nationale. Même si les téléphones cellulaires permettent aux gens de communiquer quoiqu'à un

prix très élevé, mais qu'en est-il des maisons de commerce et des institutions qui doivent communiquer avec des clients et bénéficiaires des services? L'État congolais peut-il s'offrir le luxe de doter tous ses bureaux des téléphones cellulaires?

Et disons-le clairement, les téléphones cellulaires sont très dispendieux et constituent un luxe pour la majorité de nos populations qui croupissent dans une pauvreté innommable. Et que dire de la Caisse d'Épargne qui permettait aux gagne-petit de constituer l'épargne notamment scolaire pour leurs enfants? On se souvient encore du slogan « un zaïre pour un grand Zaïre » qui invitait la population à épargner des petits montants lesquels à la longue feraient d'eux des épargnants pour leurs enfants et les rendraient crédibles pour bénéficier des prêts auprès de la CADEZA. Cette banque de famille n'existe plus que de nom. C'est le signe évident que nos familles ne peuvent plus épargner parce qu'incapables d'assurer leur survie, de nouer les deux bouts du mois à cause des salaires de misère et du chômage devenu chronique.

Partout, le déclin est perceptible, la descente du Congo aux enfers ne fait l'ombre d'aucun doute. L'urgence d'aujourd'hui est d'arrêter en toute urgence cette tendance. Il en va de notre survie collective et de l'unité de notre Patrie. Pour nous en convaincre, voyons ensemble, schématiquement, en nous servant de ces quelques indicateurs sociaux et économiques, ce qu'est la déplorable situation que nous vivons actuellement.

### **3.1. Pourquoi une action urgente est-elle requise?**

La population congolaise est estimée aujourd'hui à **plus de 65 millions** d'habitants. En 2050, dans 40 ans donc, elle atteindra, selon les prévisions de l'agence onusienne chargée des études sur l'évolution de la population, UNFPA, 152 millions. Si urgemment nous ne faisons rien pour arrêter puis inverser la tendance au déclin de notre terroir, la survie sur nos terres deviendra aléatoire, et il y a à parier sur la désintégration et la disparition du pays au courant des prochaines décennies. Le déclin de notre pays doit impérativement être stoppé avant qu'il ne soit trop tard.

Voici quelques chiffres reprenant la synthèse des données

économiques au 29 juin 1960 comparées à celles plus récentes de 2010 :

	<b>29 juin 1960</b>	<b>2010</b>
	15 millions d'habitants	65 millions d'habitants
<b>PIB</b>	<b>\$5 milliards</b>	<b>\$11 milliards</b>
<b>PIB par habitant</b>	<b>\$377</b>	<b>\$74</b> en 2003 <b>\$150</b> en 2008
<b>Budget du gouvernement</b>	<b>\$5 milliards</b> (fonds propres)	<b>\$5 milliards</b> (\$2,5 milliards provenant des financements extérieurs)

De ce tableau, comparons seulement les deux budgets : celui du gouvernement de 1960 pour 15 millions d'habitants, 5 milliards de dollars, et celui du gouvernement de 2010, 5 milliards de dollars, pour près de 65 millions d'habitants. Autrement dit, en 1960, le gouvernement dépensait en moyenne 333 dollars pour chaque Congolais alors que maintenant il n'en dépense que 76! Sans l'apport des partenaires étrangers du Congo, les dépenses gouvernementales pour chaque congolais seraient de 46 dollars. Misère! Ces données statistiques sont assez éloquents pour se faire une idée exacte du chemin parcouru et le niveau atteint par notre pays en termes de développement et de gouvernance.

En matière de gestion budgétaire, on se contente avec un budget de près de trois milliards de dollars américains de ressources internes alors que nos voisins les plus immédiats de l'Ouest, l'Angola et le Congo Brazzaville, ont respectivement des enveloppes budgétaires de 45 milliards pour le premier, avec près de 15 millions d'habitants, et 15 milliards de dollars, pour le second, avec **plus ou moins** trois millions d'habitants. C'est dire que pour chaque Angolais, le gouvernement de Luanda dépense 3.000 dollars; au Congo-Brazza, la dépense est de plus

de 5.000 dollars pour chaque citoyen!

En signant les objectifs du millénaire en septembre 2000, notre gouvernement s'était engagé à éradiquer l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité de l'enfant de moins de 5 ans, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies, assurer un environnement durable, et mettre en place un partenariat modèle de développement.

Onze ans après, force est de constater que le bilan est négatif en tous points.

## **Une extrême pauvreté**

De l'aveu même du ministre du plan du gouvernement actuel, la pauvreté au pays n'a reculé que d'un pourcent durant dix ans, passant de 71% en 2000 à 70% en 2010. C'est-à-dire que 70% des Congolais vivent dans la pauvreté absolue parce qu'ils ont, individuellement, moins de 1\$ (moins de 1.000 francs) par jour pour vivre. Sur le plan mondial, selon le rapport du PNUD sur le Développement humain de 2010, la RDC occupe la 176<sup>ième</sup> place sur 180 pays en dessous du seuil de pauvreté, juste devant des pays comme la Somalie, l'Afghanistan... Plusieurs pays africains moins nantis en ressources naturelles et humaines par rapport au Congo vivent mieux que nous. C'est là le paradoxe d'un pays avec un potentiel inégalé en termes de ressources naturelles (environnementales, minières, forestières, agricoles, touristiques) et humaines (une population de près de 70 millions d'habitants dont plus de la moitié constituée par des jeunes) avec une population clochardisée classée parmi les plus pauvres de la planète. Une honte pour ses dirigeants.

Comme on peut s'y attendre, cette pauvreté globale de la population a des conséquences néfastes sur d'autres domaines de la vie comme l'éducation, la santé, l'habitat...

## **Un système d'éducation en déliquescence**

Placée parmi les "35 pays de la planète où l'analphabétisme constitue un danger public", la RDC compte plus de 18 millions d'analphabètes. Si à ce nombre nous y ajoutons les 5 millions de jeunes qui sont actuellement en dehors du système scolaire, il n'est pas exagéré de croire que d'ici dix ans notre pays comptera près de 30 millions d'analphabètes si des investissements majeurs ne sont pas faits dans le système d'éducation. Pour le Sud-Kivu, par exemple, le rapport de l'UNICEF Bukavu présenté en mai 2010 a révélé que plus de 260.000 enfants de 6 à 17 ans ne fréquentent pas l'école. Nous sommes certains qu'ailleurs la situation n'est guère meilleure.

Pour l'enseignement supérieur, le taux de scolarisation a chuté de 11% au courant de cette année 2011.

Actuellement, l'éducation reçoit moins de 5% du budget national alors qu'en 1960 le gouvernement lui consacrait 30% de son budget. Encore que ces 5% du budget actuel consacré à l'éducation ne couvrent que les maigres salaires du personnel enseignant. Rien n'est donc mis dans les infrastructures ni dans le matériel pédagogique ni dans le recyclage des enseignants et réunions pédagogiques.

## **Une population en mauvaise santé**

Tous les chiffres disponibles prouvent que notre population se porte mal, très mal. Peut-il en être autrement lorsque la part de la santé dans les dépenses de l'État est passée de 4,03% en 2006 à 3,62% et 3,26% en 2007 et 2008? L'engagement pris par notre gouvernement à Abudja (Nigeria) était de consacrer 15% du budget de 2011 à la santé. Force est de constater qu'il n'a atteint que 3,5%. La modicité du budget alloué à la santé explique le manque criant d'équipements et des médicaments dont souffrent les établissements publics de santé (hôpitaux et centres de santé). Dans les endroits reculés, plusieurs centres de santé manquent de désinfectants, voire d'eau potable.

Un autre fait révoltant, relatif à la pauvreté généralisée de la population, est ce nombre élevé de femmes et d'enfants retenus dans les

hôpitaux pour n'avoir pas été capables de payer les frais de soins obtenus. Ils y restent en détention jusqu'au paiement de la dette. Nous en avons personnellement été témoin en juin dernier lorsque, nous rendant à l'hôpital général pour reconforter des blessés de la manifestation d'accueil qui fut organisée à mon honneur, nous rencontrâmes une vingtaine de mamans avec leurs bébés retenus depuis plusieurs semaines à l'hôpital jusqu'à ce qu'elles paient les frais. Ces mamans poussèrent un ouf de soulagement quand ces frais furent payés par nous.

Comme on le sait, la majorité de la population n'a pas accès aux soins de santé de base. Alors qu'entre 1982 et 1988, 33% de la population avait accès aux services de santé, entre 1996 et 2002, seulement 26%! Ceci, avec d'autres facteurs, peut expliquer pourquoi l'espérance de vie des Congolais est l'une des plus basses en Afrique : 43 ans. Notre pays accuse, en plus, l'un des taux de mortalité infantile le plus élevé en Afrique : 126 enfants sur 1000 meurent avant l'âge d'un an et 213 sur 1000 meurent avant l'âge de cinq ans (un enfant sur cinq). Selon un rapport du ministère de la santé, la mortalité infanto-juvénile est de 148 pour mille. Même les mamans qui accouchent n'échappent pas à cette hécatombe. D'après le même rapport, 1837 femmes sur 100.000 meurent pendant l'accouchement. C'est pratiquement 2% de femmes qui meurent après avoir donné naissance. C'est affreux! L'acte merveilleux de la maternité qui apporte la vie, amène la mort.

D'autres tristes records? Les voilà : "la RDC se place en 4<sup>e</sup> position parmi les pays africains les plus touchés par la tuberculose", et faute de vaccins, "notre pays enregistre annuellement 21 millions de cas de paludisme, dont 1 million de femmes enceintes et comptabilise environ 180.000 morts imputables à ce fléau, soit 1 mort toutes les 30 secondes". Un mort toutes les 30 secondes parce qu'il n'y a pas de vaccin et des mesures sérieuses ou appropriées de lutte contre cette maladie dont la source principale de propagation est essentiellement l'insalubrité. Inacceptable!

S'agissant du personnel médical, disons qu'à la fin de l'année 2010, le Congo avait près de 6.500 médecins. La plupart étant établis dans les

milieux urbains (Kinshasa, les chefs lieux des provinces et d'autres grands centres), les milieux ruraux souffrent sérieusement du manque de médecins et d'infirmiers de formation de niveau supérieur (finalistes des ISTM). Si globalement on a 1 médecin pour 10.000 habitants, dans les territoires de l'intérieur du pays (exemple Shabunda, Kabambare, Mahagi...) le ratio est d'1 médecin pour 100.000 voire 120.000 dans certains endroits.

Enfin, il convient de souligner le fait que 90% des médicaments consommés dans notre pays viennent de l'étranger, tandis que le réseau public d'importation des médicaments, le fameux DCMP, a cessé de fonctionner depuis plusieurs années.

## **Une agriculture qui ne nourrit plus les Congolais**

Il fut un temps où les Congolais produisaient assez pour se nourrir et exporter les excédents. Ce temps-là est révolu depuis le milieu des années 70 à tel point que de plus en plus nous sommes obligés d'importer pour plus d'un milliards de dollars de produits agricoles. Il s'agit des surgelés (poissons, viandes...), du sucre, du lait, d'œufs, d'huile de palme, des céréales (du blé et du riz), des fruits... Curieusement ce sont tous des produits que le Congo est en mesure de produire. Bien qu'à la réunion de Maputo (au Mozambique) organisée par la FAO sur l'agriculture, le gouvernement congolais s'était engagé à allouer 10% de son budget à l'agriculture, il n'y a consacré qu'un maigre 0,6% dans son budget de 2011!

La conséquence est qu'aujourd'hui la famine à grande échelle est une réalité nationale. Rares sont, en effet, des familles qui peuvent manger deux repas par jour. Plusieurs d'entre elles dans les grands centres urbains ne sont pas capables d'offrir un repas suffisant par jour aux enfants. Comme pour la pauvreté, notre pays est le pays africain où le taux de malnutrition est le plus élevé du continent malgré nos terres fertiles en abondance, nos eaux douces et nos forêts. Réunis pour évaluer sur la sécurité alimentaire en juin dernier, des journalistes du monde agricole ont révélé que la sécurité alimentaire au Congo était assurée dans seulement 7 Territoires sur les 145 que compte le pays : 5

dans le Bas-Congo et 2 au Sud-Kivu.

Quant à la malnutrition, le taux est alarmant, à Kinshasa et dans d'autres centres urbains même dans l'arrière-pays. Dans une zone agricole comme Idiofa, pour ne prendre que cet exemple qui est l'illustration de la situation globale, le taux de malnutrition avoisine 10% voire plus dans certaines zones de santé où des études ont été menées. C'est aberrant!

C'est tellement aberrant que de par l'abondance des terres arables, sa situation transversale par rapport à l'équateur qui lui confère un climat, une flore et une pluviométrie propices à l'agriculture et à l'élevage, notre pays ne devrait pas connaître de déficit alimentaire. En effet, d'après les statistiques de la FAO, bien exploitées, les terres arables congolaises peuvent nourrir plus de 2 milliards d'individus soit le tiers de l'humanité et deux fois la population actuelle de l'Afrique. Ses fleuves, ses rivières et ses lacs sont si riches en poissons qui dans certains cas, comme dans le lac Tanganyika, meurent de vieillesse ; le pays peut compter aussi sur ses savanes et montagnes favorables à l'élevage et aux cultures de hauteur pour combler son déficit alimentaire. Mais pour atteindre cet objectif à la fois noble et humanitaire, l'implication des opérateurs tant privés que publics est plus que nécessaire.

### **Incompétence, irresponsabilité et absence de vision**

Comme vous l'avez constaté, tout est en déclin. Il n'est pas inutile de rappeler qu'au cours du quinquennat qui s'achève, aucune volonté n'a été remarquée de la part du gouvernement de renverser cette tendance au déclin. De tous les trois secteurs prioritaires pour tout gouvernement responsable qui se soucie de l'amélioration des conditions de vie de sa population (santé, éducation et agriculture), la part du budget y consacrée est insignifiante. Si hier on pouvait justifier ce mauvais record par l'impréparation politique et l'absence de cadres formés, aujourd'hui cela l'est de suite de l'incompétence, de l'irresponsabilité et surtout de



l'absence de vision et de volonté politique ainsi que de la cupidité des dirigeants.

Des tâtonnements qui pouvaient se comprendre au lendemain de l'indépendance mais qui semblent perdurer du fait de l'absence de volonté politique d'y mettre un terme. Il ne s'agit pas comme certains le prétendent d'une responsabilité collective car les fossoyeurs sont connus de tous et restent impunis. On les retrouve dans les arènes du pouvoir. Leurs pratiques de gestion sont aux antipodes de l'orthodoxie financière.

## **Relevons et bâtissons le Grand Congo**

L'appel patriotique que nous lançons à l'endroit de tous les Congolais ressemble à celui que le Président Kennedy, fraîchement élu, avait fait aux Américains le 20 janvier 1961. Ne demandons pas, chers compatriotes, ce que le Congo peut faire pour nous en ce moment mais plutôt ce que nous devons et pouvons faire pour relever et bâtir ce beau, grand et riche pays que le destin nous a accordé. Seul notre sens de sacrifice, d'abnégation et de devoir de citoyen nous permettra en peu de temps de transformer ce pays, aux atouts énormes, en un paradis sur terre.

Cet appel ressemble aussi à celui que le général De Gaulle avait lancé aux Français à partir de Londres, le 18 juin 1943, pour une France libre.

Nous pouvons aussi citer Mahatma Gandhi à l'endroit des Indiens et bien d'autres personnalités qui ont démontré effectivement que la foi peut déplacer les montagnes et que le peuple au moment des grandes crises a toujours eu besoin des leaders clairvoyants.

## Ce qu'est réellement le Congo

En tant que "République", du latin "res publica", la RDC n'est ni un royaume, ni une propriété privée ou familiale. C'est un patrimoine collectif, commun à tous les Congolais sans exclusive. Partant de cela, nous devons tous, en tant que citoyens, être constamment vigilants et prêts à nous opposer à quiconque voudrait mettre les institutions nationales à son service, s'approprier ou aliéner les ressources du pays, ou poser des actes susceptibles d'hypothéquer notre sécurité et la souveraineté nationale. Nous devons tous être intraitables face à cela.

En outre, en entendant et en observant certains Congolais, nous avons l'impression qu'ils oublient deux facteurs importants qui sont à la base de la fondation de notre pays qui n'est pas une donnée naturelle mais le fruit d'un accident de l'histoire : le rôle joué par l'autorité coloniale dans la constitution de ce gigantesque et fabuleux pays et son caractère multiethnique de la RDC.

En effet, rappelons-le, le Congo est la création de la puissance coloniale. Comme d'ailleurs la quasi-majorité des pays africains, sans la colonisation, il n'y aurait pas de RDC dans **sa configuration actuelle**. C'est un héritage précieux que nous devons préserver absolument. Dans certaines contrées, des Chefs traditionnels ont été amenés à signer des accords de collaboration ou de protection avec des colonisateurs belges qui rivalisaient avec les Français, les Portugais, les Anglais et les Allemands, dont les ambitions sur quelques parties du territoire congolais actuel étaient évidentes. D'autres chefs en revanche s'y sont farouchement opposés et c'est par les armes que leurs résistances furent vaincues. Certains d'entre eux furent tués ou exilés avant que leurs territoires et populations ne soient incorporés de force dans ce qui deviendra le Congo-belge.

Notre pays n'est pas l'œuvre d'une ethnie ni celle d'un groupe d'ethnies qui auraient conquis et soumis d'autres, ni le résultat des négociations entre certaines ethnies qui auraient abouti à sa formation. De plus, à part les pygmées connus de tous comme étant les premiers occupants de la cuvette centrale de l'Afrique, toutes les ethnies du Congo

sont issues des migrations. Certaines venant de la côte Ouest (Nigeria-Cameroun), d'autres de la région du Tchad et du Soudan, de l'Est (Tanzanie) et d'autres du Sud (Zambie et Angola). Aucune d'elles ne peut prétendre avoir plus de droits que d'autres. Aucun Congolais ne peut prétendre être plus Congolais que d'autres. Pour quelles raisons? Il y en a-t-il qui auraient poussé comme des champignons au Congo? Le défi qui se pose à nous maintenant, dans ce contexte particulier de résurgence exacerbée des solidarités ethniques qui mettent en danger la cohésion nationale, est de mettre en 'avant des politiques d'intégration nationale susceptibles de renforcer la cohésion sociale et bâtir un État fort et prospère.

Nous rappelons cela pour d'abord mettre l'accent sur le rôle qui incombe à tous les Congolais dans le maintien de l'unité territoriale de ce pays et puis les responsabilités du gouvernement à mettre en place des politiques qui doivent créer et renforcer cette unité. Contrairement à l'époque coloniale, cela ne peut plus être fait par la répression (prisons, chicotte, mains coupées, relégations, pendaisons...) mais par la force des institutions et des lois qui sont appelées à gouverner le pays dans la transparence et l'équité.

L'autre élément caractéristique de notre Congo que plusieurs font semblant d'oublier est sa multiethnicité. Le Congo est un pays multiethnique. Par conséquent, toutes les ethnies et les membres de ces communautés ethniques qui forment la communauté nationale congolaise, qu'ils soient du **centre** du pays comme de la frontière, ont les mêmes droits et obligations envers la patrie. Il n'y a pas de citoyen de première ou de seconde classe. Il appartient donc aux institutions étatiques de faire en sorte que tous les Congolais jouissent des mêmes droits rattachés à leur statut de citoyen partout sur le territoire national où ils se trouvent. Ils doivent y être en sécurité et y prospérer sans tenir compte de leur appartenance ethnique ni de leurs origines régionales. L'État doit mener une lutte acharnée et sans pitié contre toutes les formes manifestes de discrimination, notamment contre le tribalisme qui est entrain, tel un cancer dans un corps humain, de ronger l'unité nationale, la cohésion sociale et hypothéquer l'avenir de notre pays.

Dans cette lutte contre le tribalisme, l'État doit être intransigeant et montrer l'exemple en veillant à ce que les solidarités ethniques ne soient pas des critères de recrutement et de promotion au sein des services publics et parapublics. On ne veut pas lutter contre les tribus ou les ethnies qui sont d'ailleurs une richesse nationale et les bases de notre communauté nationale. La guerre implacable que nous devons tous mener vise le tribalisme qui constitue un des facteurs de désunion dont les effets néfastes sont connus pour être un des éléments explicatifs des crises politiques, institutionnelles et sociales que nous connaissons.

### **Quelques pistes de lutte contre le tribalisme**

Nous devons tous, dans un élan patriotique, repérer et poser courageusement des actes qui favorisent la promotion de l'unité et de la cohésion nationales. Le but étant qu'aujourd'hui nous sortions tous de nos coquilles ethniques et régionales dans lesquelles nous nous sommes retranchés et recroquevillés pour apprécier d'autres à leur juste valeur, en tant qu'individus, pour ce qu'ils peuvent apporter à l'édification de la Patrie. Si nous réussissons à le faire, et il le faut, nous pourrions être certains que les générations suivantes auront le Congo comme leur seul référent identitaire et les groupes socioprofessionnels ou catégoriels, et non ethniques, comme base des solidarités (syndicats, mutualités catégorielles, associations étudiantes de faculté ou de département, les mamans maraîchères, les commerçants de tels produits...). Le Congo de notre rêve est celui où les solidarités entre Congolais ne **se construiront plus sur des bases ethniques**.

### **Que devons-nous faire?**

Commençons par hisser au niveau des valeurs de la république, des valeurs relatives à la démocratie, à la paix, à la justice, à l'égalité des sexes, à la solidarité sociale, à la tolérance des différences, au respect des biens d'autrui (notamment contre les pillages), à la coexistence pacifique des communautés, au règlement pacifique des conflits...

Identifions, renforçons et investissons dans les institutions de brassage des populations (l'armée, le service national, la police, les universités et

instituts supérieurs... des lieux par excellence de brassage de nos élites);

Que les Pasteurs des Églises, s'inspirant de la recommandation de l'apôtre Paul aux Galates (Galates 3 : 26-28), montrent l'exemple de l'unité du genre humain en dénonçant le tribalisme comme une antivaleur chrétienne;

Introduire dès l'école secondaire les cours d'ethnologie congolaise, l'apprentissage d'une deuxième langue nationale et renforcer le contenu du cours du civisme au primaire et d'éducation civique au secondaire;

Revoir le contenu du cours d'histoire et de géographie de manière à permettre aux Congolais d'avoir une connaissance suffisante du pays;

Introduire, dès l'école secondaire jusqu'à l'enseignement supérieur, le cours d'éducation à la citoyenneté dont le curriculum doit tenir compte des réalités historiques et sociales nationales;

Dans les sports, que les fédérations sportives nationales organisent des compétitions sportives interrégionales des masses : championnats scolaires, militaires, universitaires, corporatistes...

Que les médias ne véhiculent pas des messages aux relents ethniques ou régionalistes mais plutôt idéalisent l'éveil et le renforcement de la conscience nationale, et défendent la stabilité des institutions. C'est en jouant leur rôle premier qui est celui d'informer et de former les citoyens qu'ils peuvent éviter de verser facilement dans la désinformation;

Peut-on exiger et obtenir des politiciens de cesser d'utiliser leurs tribus et leurs ethnies comme des produits de marchandage politique? Nous devrions tous repousser les politiciens qui ne peuvent mobiliser que des membres de leurs ethnies qu'ils trouvent faciles à monter contre d'autres leaders qui ne sont pas de leur coin en maniant des discours haineux et discriminatoires à dessein;

Aux côtés des églises, il y a les organisations de la société civile qui doivent remplir leur rôle de vulgarisation de la culture démocratique, de l'éthique politique et faire la promotion de l'intégration sociale sur des bases des valeurs républicaines.

## Politiques audacieuses d'intégration nationale

Jusque là nous avons essayé d'aborder des efforts que nous devons tous faire pour atténuer l'impact négatif des différences ethniques dans nos vies de chaque jour. Il reste que notre pays, grand comme toute l'Europe occidentale, est un pays désintégré économiquement. Voyons deux exemples banals pour illustrer la situation. Le premier concerne toutes ces provinces de notre pays qui sont tournées, économiquement, vers les pays limitrophes. Comme on le sait, le Katanga dépend économiquement des pays de l'Afrique australe; le Sud-Kivu de la Tanzanie, du Burundi et du Rwanda; le Nord-Kivu du Rwanda et de l'Ouganda; l'Ituri de l'Ouganda; le Bas-Uélé et le Haut-Uélé de l'Ouganda et du Sud-Soudan; le Nord-Ubangui de la Centre-Afrique; le Sud-Ubangui, l'Équateur et Kinshasa du Congo-Brazza; le Bas-Congo de l'Angola et du Congo-Brazza.

Le défi est, en premier lieu, d'atténuer cette dépendance, la rendre minime voire insignifiante et parvenir à la renverser. Imaginez-vous que dans certains coins de notre pays ce sont les monnaies des pays limitrophes qui ont "cours légal" ! Le cas le plus révoltant, qui n'est d'ailleurs pas unique, est celui de Mahagi (en Ituri) où, au début de l'année 2011, la pompe d'essence se trouvant le long de la route principale affichait les prix en shillings ougandais et non en francs congolais! Pas même en dollars! Il avait fallu à notre délégation en séjour là-bas d'insister afin le gérant accepte, gêné, qu'elle paie en francs congolais. Il en était de même de certains restaurants à Mahagi et à Ariwara (Territoire d'Aru).

Cette situation nous fragilise certes, **mais** elle nous offre en même temps l'occasion de prendre conscience des opportunités géostratégiques et économiques avantageuses **qui s'offrent à nous si nous renforçons** notre intégration **économique** nationale.

En définitive, l'intégration socio-économique de notre pays passe impérativement par le développement des voies de communication devant faciliter les échanges entre nos différentes provinces jusqu'au niveau des villages, de manière à permettre à ces derniers d'écouler leur production vers les grands centres de consommation. Ceci renforcera

l'interdépendance entre les Congolais de toutes les provinces du pays. En effet, il faut que les habitants de Matadi accèdent facilement et à moindre coûts aux produits (agricoles et manufacturés) de Aru; que la tomate, les oignons, la viande, la pomme de terre, le fromage... produits à Goma se retrouvent sur les tablettes d'un marché à Zongo, à Kikwit, à Kasumbalesa; que le maïs du Katanga soit consommé à Kinshasa et à Mbandaka... **Cela** implique naturellement de mettre en place des politiques conséquentes des prix, de production et de distribution des produits locaux, **en facilitant la circulation de ces biens sur toute l'étendue du territoire national.**

## **Voies de Communication**

La République Démocratique du Congo constitue un gigantesque marché intérieur dont le patrimoine de base de transport multimodale est constitué de 145.000 Km des routes rurales, 7.400 Km des voiries urbaines, 13.700 Km du bief navigable, 5.254 Km des voies ferrées et de 200 aéroports et aérodrômes.

### **Nécessité d'intravertir l'économie nationale**

Cinq décennies se sont écoulées depuis que le peuple congolais a abandonné les échanges commerciaux internes à grande échelle, au profit du rabattement au-delà de nos neuf frontières.

L'attachement de chaque citoyen congolais à sa patrie est indéniable. Toutefois, la consolidation de cet atout majeur de l'unité du peuple congolais exige le désenclavement du territoire congolais afin de permettre la libre circulation des citoyens sans barrière à travers le territoire national.

Dans l'immédiat, l'important est de matérialiser la jonction des itinéraires critiques susceptibles de relier les chefs-lieux des districts aux artères principales, de manière **à faciliter une libre circulation** des personnes et des biens.

Quatre secteurs se dégagent et se complètent solidairement dans le cadre de la relance dynamique de l'économie congolaise. Il s'agit

de l'industrie routière, l'industrie agro-pastorale, l'industrie immobilière et l'industrie minière.

Le redressement progressif de ces secteurs constitue un levier incontournable pour remédier aux différents paradoxes soulevés plus haut.

Par ailleurs, la consolidation de l'interdépendance économique et culturelle des provinces et territoires de la République Démocratique du Congo passe par la matérialisation de l'Industrie Routière. Cette dernière a pour finalité le développement d'une économie introvertie de production, facteur déterminant pour la relance de l'économie nationale.

En outre, une telle action permettra l'absorption des forces vives dans un vaste programme de création des richesses, particulièrement par la relance de la production agro-pastorale devant mener à l'autosuffisance alimentaire.

D'autre part, les axes proposés pour l'industrie routière congolaise de demain et auxquels toutes les autres routes de désenclavement viendront se greffer, constituent l'épine dorsale du réseau principal de transport routier et s'articulent autour de 5 corridors ou couloirs économiques fondamentaux, à savoir :

N <sup>0</sup>	CORRIDORS ECONOMIQUES	Longueur Routes bitumées Km	Longueur Routes-en Terre Km	Longueur Totale Km
1	« Océan Atlantique – Centre Pays »	1150	791	1941
2	« Centre Pays vers Grands Lacs »,	147	1318	1465
3	« Grands Lacs - Fleuve Congo »	487	137	624



4	« Centre Pays - Frontière Zambie »	425	767	1192
5	« Route transafricaine RN4»	60	1449	1509
	TOTAL	2269	4462	6731

Les routes de pénétration reliant les chefs-lieux des provinces en retrait par rapport aux corridors repris ci-dessus (Bandundu, Maindombe, Luebo, Kalemie, Kindu, Uvira, Isangi, Isiro, Bunia, Lisala, Gemena, Gbadolite, Mbandaka, Boende, Lodja..) font partie intégrante du champ d'action des corridors économiques. Elles seront prises en considération et reliées aux itinéraires fondamentaux.

## **La configuration physique de chaque corridor**

### **Corridor 1 : Océan Atlantique - Centre du Pays**

Il reprend l'axe Banana – Matadi – Kinshasa – Kikwit –Tshikapa - Kananga - Mbuji-Mayi.

### **Corridor 2 : Centre du Pays vers les Grands Lacs**

Il reprend l'axe routier Mbuji-Mayi – Kabinda – Kasongo – Bukavu – Goma – Beni .

### **Corridor 3 : Grands-Lacs vers le Fleuve Congo**

Il reprend l'axe routier Miti (Bukavu) - Hombo - Walikale - Lubutu Penetungu – Wania Rukula – Kisangani.

### **Corridor 4 : Centre du Pays vers l'Afrique australe**

Il reprend l'axe routier Mbuji-Mayi – Muene-Ditu – Kamina –

Nguba – Likasi – Lubumbashi - Kasumbalesa.

### **Corridor 5 : La route Transafricaine**

Il reprend l'axe routier Kasindi – Beni – Komanda – Bafwasende – Kisangani – Buta – Dulia – Bondo - Ndu.

### ***La carte illustrant tous les corridors***

Ces cinq corridors économiques constituent un champ d'action dont le désenclavement est susceptible de produire les effets bénéfiques suivants :

le mouvement des populations sans rupture ni barrière à travers tout le territoire congolais;

le brassage des cultures à travers les échanges commerciaux;

la liaison de tous les chefs-lieux des provinces;

la relance de la production et la création des emplois;

l'inversion de l'exode rural.

Un tel aménagement des voies de communication aura comme conséquence la création des petites et moyennes entreprises « PME » et des petites moyennes Industries « PMI » en milieux ruraux, et particulièrement les industries agro-pastorales.

Cet effort d'aménagement des voies de communication va permettre non seulement la réhabilitation des milieux ruraux mais aussi

leur rapprochement avec le monde urbain. Cette réhabilitation s'opérera notamment par les services de santé, l'eau potable et l'électricité, des écoles viables ainsi que par la promotion des structures de crédit destiné au financement des campagnes agricoles et des autres initiatives locales de développement.

Tout cela entrainera d'un côté le maintien des forces vives dans les milieux ruraux, de l'autre le retour au terroir aussi bien des forces du travail que des élites. Ainsi, on pourra finalement trouver dans nos villages des agriculteurs, éleveurs et agronomes, vivant ensemble avec des techniciens de différents métiers, des médecins ainsi que des professeurs travaillant ensemble à l'épanouissement socio-culturel de leur milieu.

Lorsque tout Congolais, où qu'il se trouve, réalisera que sa fourniture en biens de consommation, sa quiétude et la qualité de sa vie dépendent plus de son compatriote se trouvant à des milliers de kilomètres sur le territoire national et non des pays étrangers, nous aurons à ce moment-là posé des bases solides de l'intégration nationale. Voilà pourquoi, au lieu d'engouffrer des dizaines de millions de dollars dans des boulevards urbains aux coûts anormalement surfacturés, nous devons d'abord nous tourner vers les routes de l'intérieur du pays afin de dégager nos villages qui sont capables de nourrir nos villes au lieu que le gouvernement soit obligé de dépenser plus d'un milliard de dollars pour importer des produits alimentaires afin de nourrir les habitants des centres urbains, principalement Kinshasa.

Voilà pourquoi la bonne gestion de nos ressources, une gestion transparente, efficace et efficiente, est impérieuse. Car, en fait, comment sortir de la spirale de la mauvaise gestion des ressources publiques, toutes les solutions envisagées jusque-là ayant montré leurs limites ? A une telle question, on ne peut répondre aujourd'hui que par une réflexion profonde devant permettre d'explorer de nouvelles perspectives et renverser les tendances actuelles et assurer ainsi au pays un développement durable. Développement durable signifie s'efforcer de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité de

satisfaire ceux des générations futures. La gestion économique et financière devrait justement viser cet objectif de développement durable. Or, c'est à ce niveau que le pays a plus péché du fait d'une gouvernance publique atypique et anti sociale.

Si à la suite de l'accession de notre pays à l'indépendance on a imputé facilement nos malheurs à l'inexpérience et au manque de formation de nos politiciens, ces excuses ne peuvent plus être avancées aujourd'hui. Cinquante ans après, notre pays regorge d'intellectuels très bien formés dans nos institutions universitaires et dans celles des pays étrangers de grande renommée mondiale en Allemagne, en Belgique, au Canada, en Chine, aux États-Unis, en France, en Grande-Bretagne, en Italie... Et cela dans tous les domaines dont a besoin notre pays pour se stabiliser et se développer.

### ***Le Congo a besoin d'un autre leadership***

C'est Frantz Fanon qui avait dit: " Chaque génération doit, dans une relative opacité, découvrir sa mission, la remplir ou la trahir ".

La génération des pères de l'indépendance avait réussi la mission de libérer le pays du joug colonial. L'indépendance acquise, ils n'ont pas pu s'entendre pour stabiliser le pays et le gérer. Tout s'était effondré: l'unité nationale, les institutions, l'administration publique, l'économie, l'armée... Niant nos responsabilités dans ce qui s'était passé, tout fut mis sur la tête des étrangers, particulièrement des Occidentaux. Comme par la suite en 1965, avec le coup d'État qui avait placé le Général Joseph-Désiré Mobutu à la tête du pays, et en 1996 et 1997 avec l'agression rwando-burundo-ougandaise qui a amené les dirigeants de l'AFDL au pouvoir, vite nous imputons nos malheurs aux étrangers oubliant le rôle capital joué par des Congolais inciviques, traîtres à la

patrie et avides du pouvoir qui se sont mis à leur service pour dévaster et endeuiller leur pays. Le moment est arrivé de nous regarder en face, de rompre avec cette naïveté qui nous caractérise et de nous dire : "oui nous sommes capables" et mettons-nous "ensemble pour le changement" que nous seuls pouvons faire pour notre patrie.

Le nouveau leadership, disons-nous, doit être un leadership dynamique, rassembleur, honnête, intègre et responsable. Un leadership pour lequel les intérêts de la patrie passent avant des intérêts partisans et égoïstes. Un leadership capable d'annoncer les valeurs, de dénoncer les antivaleurs et d'être aux côtés des valeurs annoncées pour être crédible dans l'opinion publique.

Cela étant, je pense et suis convaincu qu'il nous faut des leaders qui ont le sens de l'État, en fait des hommes d'État, ceux qui ne confondent pas les biens publics avec les leurs, ceux qui n'agissent pas en fonction de leurs intérêts personnels ou partisans mais visent d'abord les intérêts de la patrie, ceux qui se soumettent aux lois et à la Constitution du pays. Il faut au Congo des leaders qui aiment manifestement, par des actes concrets, cette patrie, ceux qui souffrent avec le peuple et s'investissent avec lui dans la lutte pour le changement qualitatif de la situation que nous vivons.

Il n'y a pas longtemps, en effet, le Congo-Zaïre était devenu la propriété du Président Mobutu. Les institutions, taillées à sa mesure, fonctionnaient selon ses désirs et sa volonté. N'est-ce pas que sa parole avait force de loi? Tout lui appartenait : les ressources minières et la banque centrale qui était pratiquement sa caisse personnelle. Le Zaïre vivait au rythme des cadeaux du « guide » à son peuple devenu heureux à force de chanter **et** de danser. Curieusement, plus de dix ans après le départ de Mobutu du pouvoir, nous revivons les mêmes travers. Comme à l'époque de Mobutu, nous revivons encore les "cadeaux du Président" ou ceux de la "Maman la Première Dame" au peuple! Où trouvent-ils ce qu'ils donnent en cadeau au Peuple si ce ne sont que des ressources de l'État?

Que n'avons-nous pas entendu cette année, lors du show au congrès du PPRD, parti au pouvoir, au stade des martyrs? Nous avons

été scandalisés d'entendre de la bouche du gouverneur de la Ville de Kinshasa que le concert musical réunissant toutes les vedettes du pays constituait le cadeau du Président de la République aux kinoises et kinois. Eux qui attendent nourriture, accessibilité aux soins de santé, écoles, habitats décents, emplois... On croyait révolu le temps où nous scandions le slogan : « Heureux le peuple qui chante et qui danse ».

Une telle gouvernance ne peut pas permettre de poser des bases solides pour développer le pays. Car tout devient imprévisible du fait que ni le Président de la République, ni son gouvernement, ni les organismes internationaux qui prétendent nous aider, bref, ni le système mis en place, ne rassurent. Le drame c'est finalement celui-là : ne pas voir ni savoir ce qui arrive, ce qui arrivera et qui bouleverse notre patrie.

A l'instar d'autres peuples qui ont traversé des moments difficiles de leur histoire, notre pays a besoin des leaders de la trempe du Général De Gaulle, de Nehru, de Mandela, de Gandhi, de Mao, de Lula... qui prirent le courage de dénoncer le mal, la marginalisation de leurs peuples respectifs et les mobilisèrent pour le changement et le progrès. Ils ont fait rêver leurs peuples et le rêve devint réalité.

Le Congo, pour s'en sortir et se stabiliser, n'a pas besoin d'un gouvernant qui s'appuie sur l'impunité, la corruption, la violence, la gestion de l'insécurité et l'exacerbation des discriminations ethniques et régionales.

## **L'Urgence de l'alternative**

Aujourd'hui, nous pensons qu'il faut choisir des hommes qu'il faut pour les places qu'il faut. C'est donc une question de choix des hommes, de choix du leader. Ces hommes, cet homme capable de créer chez nous, un état de droit ; cet homme protecteur des libertés, de la dignité des Congolais et garant de l'intérêt général pour tous. Cet homme, à l'exemple du leadership incarné par Le Christ, premier serviteur, devra réellement être l'ouvrier de son peuple et non l'inverse. Cet homme capable d'être à côté du peuple qui, déjà, défend lui-même d'une manière

obsessionnelle, ses intérêts. Ce peuple combatif qui lutte pour sa survie. C'est pourquoi nous prôtons l'ALTERNATIVE.

La question de choix d'homme est primordiale. Cet homme, porteur d'une vision de la société pour le peuple. Cet homme capable de proposer un projet de société, une intention, une intention manifeste, un objectif en forme de réponse originale ou de solution qui améliore les conditions de vie de nos populations. Ce projet doit être une perspective ; mieux une perspective qui doit, pour ce faire, reposer sur le principe de progrès. N'oublions pas que l'échec de l'État congolais aujourd'hui est dû au manque des hommes visionnaires capables d'assurer les hautes charges de l'État.

La crise politique chez nous est une conséquence de la rupture de l'équilibre de confiance entre le peuple et ses dirigeants.

Les fonctions d'un Chef de l'État requièrent des qualités exceptionnelles. En plus d'attester des compétences, des vertus de l'excellence, la capacité de concevoir un projet global de société reposant sur des valeurs fondamentales, le Chef d'État doit être capable de vivre et de défendre les valeurs et normes fondatrices de la nation. Une vaste culture générale est indispensable aux leaders pour appréhender les enjeux nationaux du moment, une bonne analyse pour mieux comprendre et connaître notre pays et la scène internationale dans lequel il se meut. Enfin, une bonne connaissance de l'histoire du pays, des hommes, de leurs aspirations et des motivations de leur engagement.

Le sommet de l'État n'est pas un lieu d'apprentissage de l'exercice des responsabilités, ni celui d'éclosion d'éventuels talents. Les plus hautes charges de l'État et de toute la société sont un lieu d'exercice de maturité, de la sagesse et de talent confirmé. Tout leader politique, économique, militaire qui prétend à la plus haute charge de l'État et dans les autres domaines de vie de la société doit, pour être crédible, s'identifier aux valeurs qu'il veut promouvoir, pas seulement par des discours creux, démagogiques et inutilement prometteurs, mais par ses actes et son comportement.

## Au service de la patrie

C'est en tant que démocrate, légaliste, patriote et visionnaire ayant des ambitions pour notre pays que les membres de mon parti réunis en Congrès du 28 au 31 juillet 2011 m'ont désigné comme leur candidat à l'élection présidentielle de novembre 2011. Si telle est la volonté de Dieu et du peuple congolais, souverain primaire, je ne peux que m'incliner et prendre l'engagement de redonner leur fierté et dignité aux Congolaises et Congolais ; d'être l'ouvrier de notre peuple, c'est-à-dire, me mettre à son service comme ce serviteur décrit dans Esaie 53; de faire du Congo ce don béni de Dieu "un pays plus beau qu'avant".

Je rêve d'un Congo différent et meilleur. Je rêve d'un Congo fort, prospère et stable. Je rêve d'un Congo où l'autosuffisance alimentaire, l'accès à l'éducation et aux soins de santé **seront** garantis à tous. Je rêve d'un Congo où chaque famille pourra se procurer un logement décent, un Congo où l'emploi sera garanti pour chaque congolais en âge de travailler, un Congo où l'on pourra se promener, dormir et vivre en toute quiétude. Un Congo, enfin, où nos jeunes pourront s'épanouir et faire exploser leurs talents, créer des richesses et bâtir une patrie prospère.

Je refuse que mon pays soit **cité** parmi **ceux qui battent** le record mondial en termes de viols et violences faites à la femme. Je voudrais un Congo où l'Etat, socle de tout développement, sera rétabli dans ses fonctions régaliennes :

Une armée républicaine avec un soldat, un policier totalement et correctement pris en charge par l'État. Ce soldat et ce policier qui ne devront plus se poser de question de survie pour eux-mêmes et leurs familles ;

Une justice distributive et équitable, la même pour les riches et les pauvres, la même donc pour tous les Congolais quelles que soient leurs appartenances ethniques ou tribales ;



Une administration publique réhabilitée : le fonctionnaire devra être revalorisé et placé dans des bonnes conditions de travail ;

Une administration territoriale de développement : la restauration de l'autorité de l'État en réhabilitant tous ses représentants à tous les niveaux (district, territoire, chefferie, secteur....) ;

Une diplomatie constructive : redonner aux diplomates de carrière leurs places et les moyens pour vendre la bonne image de la RDC, faire sa promotion sur le plan international.

Mon investiture en tant que candidat de l'UNC m'oblige à me prononcer publiquement sur un certain nombre de points touchant à notre vécu commun. Je voudrais solennellement m'engager, si je suis élu Président de la République, à faire abroger par le Parlement la révision constitutionnelle du 20 janvier 2011 afin de préserver le consensus national laborieusement obtenu à Sun City et consigné dans la Constitution du 18 février 2006 en réinstaurant les deux tours à l'élection présidentielle afin que le président soit élu par la majorité des Congolais et non imposé à la nation par une minorité.

La seconde motivation réside dans la nécessité de restituer aux assemblées provinciales leur autonomie. Je m'engage à conduire à son terme le processus de décentralisation énoncé dans la Constitution du 18 février 2006 par la mise en place effective des 26 provinces.

La gratuité de l'enseignement primaire doit devenir effective. Mais pour qu'elle soit efficace, cette mesure devra s'accompagner de la réhabilitation de l'enseignant dans sa dignité d'homme et de la réactualisation du programme de l'enseignement. Pour qu'elle soit efficace, nous nous engageons d'abord à réhabiliter et à moderniser les infrastructures existantes avant d'en construire d'autres pour contenir la surpopulation constatée dans nos écoles actuellement.

Les jeunes abandonnés aujourd'hui à leur triste sort constitueront aussi une priorité de notre action à la tête du pays. La remise en place et la restructuration du Service National pourrait nous offrir une opportunité inespérée de former rapidement tous ces jeunes désœuvrés dans les différents modules (électricité, mécanique, construction, agriculture ...). Et au tant de chaque cycle de formation,

constituer des brigades agricoles, de cantonnement, de reconstruction, de protection d'environnement ... On pourrait en même temps garantir à chaque jeune devenu un bras pour produire un revenu minimum lui permettant de vivre décemment.

Les femmes et les paysans sont aussi une priorité dans mon programme. Point n'est besoin de rappeler que la survie des familles congolaises repose à plus de 70 % **sur les efforts** des femmes et des paysans. Nous devons leur rendre justice. Comment ? Organiser les unes et les autres en coopératives qui bénéficieront de l'assistance et de l'encadrement de l'État. Nos instituts supérieurs de développement rural permettent à l'État congolais de disposer des cadres formés dans ce domaine précis. Le temps de les utiliser est arrivé.

Comment en effet penser développer le Congo sans la réhabilitation de l'université, de l'étudiant, du professeur d'université, du chercheur, du cadre scientifique, bref de l'enseignement et de ses acteurs en général ? Pour notre part, la première richesse de toute Nation s'apprécie aujourd'hui par le nombre de cerveaux élaborés et des bras aptes. Aussi, la RDC doit-elle repenser de fond en comble son système éducatif pour en faire un instrument efficace de son développement durable et intégral.

La voie de la démocratie et de l'État de droit que je vous ai proposée plus haut ne sera pas parcourue en une année ou en un seul mandat. L'essentiel est de commencer le travail et de donner une suite à notre action dans la durée. J'ai foi en notre peuple dans sa capacité à contribuer efficacement à la naissance d'une nouvelle Nation fraternelle, juste et apaisée.

***"Vaut mieux la fin d'une chose que son commencement"***, lit-on dans la Bible (Ecclésiaste 8 : 7). Ce que nous vivons aujourd'hui, c'est le résultat de ce que nous avons semé hier. Nous les dirigeants congolais, de 1960 à ce jour, avons marginalisé notre peuple, nous avons ignoré ses besoins les plus élémentaires, nous nous sommes contentés de **nous** partager le pouvoir, les uns recourant à la rébellion et les autres à la création des partis politiques **sans aucune base sociale ni idéologique**

**différentes de celles des partis qui existent déjà. Cela, pas pour servir notre peuple, mais seulement pour assouvir nos intérêts égoïstes. Au finish, c'est la patrie Congo qui s'est trouvée chaque fois sacrifiée à l'autel des intérêts personnels, ethniques ou régionaux.**

L'heure du changement a sonné. Nous devons changer, tous sans exception. Le Congo doit changer de bord.

L'histoire des peuples a toujours démontré que quelles que soient les épreuves auxquelles ils sont confrontés, les peuples, mobilisés, finissent toujours par triompher. Lorsqu'un peuple est déterminé à changer le cours de son histoire, aucun homme, aucune force ne peut l'arrêter.

Mon combat, n'est pas seulement contre le **système actuel de gouvernement** dont le bilan est négatif dans tous les domaines mais plus, il vise à donner à notre peuple les chances de se donner un meilleur avenir.

Vous le savez, le peuple est comme l'eau. Lorsqu'on lui bouche toutes les issues, elle finit par se frayer un passage ailleurs où on ne l'attendait pas. La seule manière de gérer la puissance de l'eau comme celle d'un peuple est de lui ménager un canal. Ménageons un canal à notre peuple pour faire renaître en lui l'espoir et le conduire au rendez-vous de l'espérance.

## **Le Congo de mon rêve**

Je voudrais maintenant partager mon rêve pour un autre Congo, pour le nouveau rôle qu'il aura à jouer dans le monde et en Afrique. Et vous permettrez que je m'exprime ici par le vouvoiement.

Le projet de l'Union pour la Nation Congolaise, UNC en sigle, pour la RDC, et nous y croyons fermement, est de faire très rapidement de notre pays une nation démocratique, stable et prospère avec une intégration nationale basée sur une réelle décentralisation des pouvoirs, c'est-à-dire, la mise en place sans atermoiement des 26 provinces prévues dans la Constitution, un réseau routier, ferroviaire, fluvial, lacustre

et aérien favorisant les échanges entre les différentes provinces sur base de la loi des intérêts comparatifs, la bonne gouvernance et la mise en place d'un État de droit. C'est un rêve qui va devenir réalité au regard de plusieurs défis qui se posent à notre société et pour lesquels la RDC a d'appréciables ressources humaines et matérielles pour y répondre.

Cette intégration économique nationale est capitale pour placer la RDC en ordre de compétition dans le contexte actuel de la mondialisation. La vocation de la RDC est d'être la locomotive de l'Afrique subsaharienne. Et elle en a les atouts nécessaires.

Notre rêve pour la Région à laquelle nous appartenons est qu'ensemble, avec une intégration régionale mutuellement avantageuse, nous puissions lutter contre les guerres fratricides et la pauvreté à travers une interdépendance économique favorisant les échanges entre nos États. L'exemple de l'Allemagne et de la France d'après la guerre mondiale ne peut-il pas nous inspirer ? Les deux pays après réconciliation et rétablissement des relations diplomatiques ont créé en commun une entreprise d'exploitation de l'acier et du charbon. La crise des matières premières sur le plan mondial confère à nos pays qui en regorgent des opportunités à travers des politiques communes concertées afin d'attirer des investissements dans une perspective gagnant-gagnant pour mieux influencer les cours des marchés mondiaux.

Notre rêve pour l'Afrique est de la voir, comme déjà dit ci-haut, parler d'une seule voix sur les questions majeures qui intéressent le continent et le reste du monde.

Il est, en effet, inacceptable que nos pays recourent constamment à d'autres continents alors que certains d'entre eux ont des compétences avérées dans plusieurs domaines : le Gabon, la République du Congo Brazzaville et l'Angola dans l'exploitation du pétrole ; l'Afrique du Sud dans la construction des infrastructures, l'armement, la technologie, l'exploitation minière et pétrolière, l'agro-industrie, la Tunisie, le Maroc, la Tanzanie et le Kenya pour l'industrie touristique...

Notre rêve pour le monde est que l'Afrique retrouve sa place dans les différentes organisations internationales, notamment au niveau

du Conseil de Sécurité des Nations unies où au moins un des pays africains devait occuper un poste de membre permanent. Moyennant cette prise de conscience, l'Afrique est appelée à monter en puissance économique comme l'est devenue l'Asie sous le leadership du Japon, de la Chine, de l'Inde, du Singapour... et de l'Amérique du Sud sous le guide du Brésil, du Chili, de l'Argentine. La décennie qui commence devra être celle du rendez-vous de l'Afrique avec sa propre histoire.

## **MA FOI EN UN AVENIR MEILLEUR POUR LA RDC**

Indépendamment de certaines pesanteurs persistantes, il y a lieu de croire en l'avenir de la RDC. Cette foi est fondée sur certains axes d'actions et sur les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser.

### **10.1. Les axes d'actions à mettre en œuvre**

Ces axes d'actions ont trait à la refondation de l'État, l'instauration de la bonne gouvernance, l'amélioration des conditions de vie de la population, la poursuite du développement intégral et durable.

### **10.2. La refondation de l'État**

La mauvaise gestion de la chose publique, les guerres et les rébellions qui ont secoué la RDC, et qui persistent à ce jour, ont désarticulé l'État dans ses fonctions régaliennes. Il faut absolument rétablir celles-ci pour restaurer la paix et la sécurité dans le pays, conditions indispensables de tout développement.

La paix et la sécurité sont propices à la reconstruction, tandis que les guerres et les rébellions sont destructrices, coûteuses et ruineuses.

La refondation de l'État passe par la restauration de l'Administration du pays, de la justice, de l'armée, de la police, des forces de sécurité et de la diplomatie qui doivent être nationales et républicaines.

Les grands services de l'État doivent être guéris des maux dont ils souffrent et qui sont essentiellement la corruption, les détournements, le tribalisme, le clientélisme, le népotisme, la démotivation et le sous-équipement.

Il faut donc s'attaquer à ces maux en faisant de l'indépendance de la magistrature une réalité, en luttant contre la corruption et les détournements des deniers publics et en réorganisant l'accès à la fonction publique, notamment par l'instauration des concours d'admission, en respectant les règles de promotion et en réhabilitant les grandes écoles de l'Administration publique. La carrière doit être gérée du recrutement à la retraite de manière individualisée et non collective.

Par ailleurs, le respect des droits et libertés individuels et collectifs participe au renforcement de l'État, lequel doit se sécuriser davantage en réaffirmant et en rendant effectifs les principes de bon voisinage et d'ouverture au monde, conformément aux règles du droit international. Dans cette phase de refondation de l'État, la diplomatie doit être une diplomatie de développement et être assurée par des diplomates de carrière.

La fin de l'impunité ne doit pas se limiter à de simples slogans, sinon les forts sont immunisés et les faibles sacrifiés. Soulignons néanmoins que dans cette quête de la refondation de l'État, le Congo a pris de l'avance sur certains autres États africains : c'est celle de la souveraineté monétaire, prélude à l'indépendance économique à laquelle aspirent beaucoup de pays africains.

Depuis 1967, la RDC, par son président de l'époque, Joseph Désiré Mobutu Sese Seko, s'est dotée de sa propre monnaie, le zaïre monnaie. A son lancement, 1 Z valait 2 USD.

Plus tard, M'Zee Laurent Désiré Kabila, après sa prise de pouvoir en 1997, a lancé à son tour une nouvelle monnaie, le franc congolais, qui continue à avoir cours dans le pays. Les deux initiatives sont rares en Afrique noire, où la monnaie de nombreux pays est soutenue par des devises occidentales fortes et sa gestion assujettie aux

systèmes bancaires des pays d'outre-méditerranée.

Il s'est donc agi pour le Congo d'affirmer sa souveraineté. Il est vrai que le franc congolais, comme toute autre monnaie, n'est que le reflet de la santé de notre économie, aujourd'hui malade. « Lorsque le pays se porte mal, sa monnaie ne peut que se porter mal aussi. Il nous faut avoir une monnaie forte pour l'image de marque du pays. La monnaie est un symbole, c'est aussi le baromètre de l'économie du pays, il nous faut une monnaie forte. A la dimension du franc congolais. » Un État ne peut être fort néanmoins sans le respect de la bonne gouvernance.

### **10.3. La bonne gouvernance**

Les États modernes sont gérés aujourd'hui en respectant un standard qui intègre une gestion orthodoxe des biens et finances publics, et la transparence de la gestion publique qu'assurent les principes de l'évaluation périodique, du contrôle du peuple par ses représentants et de séparation des pouvoirs.

Le point faible dans la conduite des affaires de l'État au Congo demeure l'absence du contrôle de la gestion de l'État. Les parlements sont confinés dans la seule mission de légiférer, alors que toutes les constitutions leur confèrent en plus la mission de contrôler les gouvernements. Malheureusement, cette dernière attribution butte souvent contre la volonté des hommes forts. Et pourtant, la force doit être confiée à la loi et non la loi à la force.

Tant que la fonction contrôle de gestion sera délaissée en Afrique, l'administré ne devra guère s'attendre à des retombées positives de la gestion des gouvernants.

Il paraît aujourd'hui évident que les nombreuses crises qui émaillent l'histoire de la RDC ont comme principales raisons des querelles sur les conditions et la manière d'accéder au pouvoir et de l'exercer, la manière de conduire et de gérer les affaires nationales : en un mot les conditions et les modalités de la gouvernance. Aussi l'un des plus grands défis que nous devons nous appliquer à relever est celui de la bonne gouvernance. Celle-ci doit s'installer dans tous les secteurs des activités

publiques. Nous avons besoins de la bonne gouvernance politique pour la consolidation du cadre démocratique ; administrative, pour la mise en œuvre de la réforme de l'administration publique ; sécuritaire et judiciaire, pour le renforcement de la sécurité humaine et la mise en œuvre de la réforme judiciaire ; économique, pour l'amélioration de la planification et de la gestion économique ; locale, pour la mise en œuvre de la décentralisation ainsi que l'appui au développement provincial et local ; etc. En somme, la bonne gouvernance vise le renforcement de la démocratie, la participation et l'accès des citoyens à la justice, la promotion des droits humains, du genre et de l'équité ; le renforcement de la transparence, de la responsabilité et de l'efficacité des institutions publiques et l'amélioration de la capacité de la société civile à participer dans les processus de prise de décisions politiques et dans les débats publics.

L'analyse du contexte national mène à identifier cinq défis prioritaires au plan de la gouvernance : accroître l'accès et la participation citoyenne au système politique ; améliorer les performances et la fiabilité de l'administration et des institutions publiques ; consolider l'unité et la réconciliation nationales, la paix et la stabilité, et assurer la sécurité des personnes et des biens ; assurer la transparence et l'imputabilité de la gestion de la chose publique de façon à préserver les capacités financières de l'État ; augmenter l'accessibilité et la qualité des services publics ; mettre en place des mécanismes efficaces de lutte contre l'impunité, en particulier celle des violations graves des droits humains, des violences sexistes, des détournements et de la corruption.

S'agissant particulièrement de cette dernière, faut-il rappeler que la corruption est un fléau qui tue, parce qu'elle prive les pouvoirs publics des moyens d'une politique sociale, éducative, sanitaire et sécuritaire correspondant aux aspirations légitimes de nos populations. Elle est un fléau parce qu'elle tend à annihiler tous les efforts consentis pour faire reculer la pauvreté de nos populations. Bien plus, elle avilit gravement les valeurs morales et éthiques de la société, dans nos familles, dans nos institutions d'éducation, dans nos entreprises, etc. Elle fait promouvoir une culture généralisée de spoliation systématique des



biens publics au détriment d'une culture d'effort et de travail, de respect de la propriété publique. Elle est devenue tellement banale que l'on en parle à longueur des colonnes des nos journaux sans que cela n'émeuve personnes. Ces quelques titres de presse récoltés ci et là suffisent pour s'en convaincre :

"Les ennemis de la reconstruction à l'œuvre : détournement spectaculaire des fonds au sommet de l'État" (Le Palmarès du 21 mai 2010) " ;

"Pillage des ressources naturelles 1994-2004 : la RDC a perdu 10 milliards de dollars" (Le Potentiel du 16 septembre 2010) ;

A cause d'une dette de la SNEL : 350 millions de dollars de la Gécamines saisis" (L'Avenir du 4 mars 2010) ;

"A cause d'une dette inconnue en Afrique du Sud, 2 millions de dollars de la RVA "saisis" (Le Potentiel du 18 mars 2010) ;

"Voiries urbaines : 15 millions de dollars volatilisés" (LPM du 7 janvier 2009);

« Corruption, commissions occultes... RDC : contrôle indispensable des finances publiques » (Le Potentiel du 21 juin 2008), etc.

#### **10.4. L'amélioration des conditions de vie de la population**

Les conditions de vie de tout homme sont liées à son accès aux services sociaux et existentiels que sont notamment : la nourriture, l'eau, l'électricité, l'éducation, les soins de santé de qualité, le logement ou l'habitat, l'emploi, la justice sociale et distributive.

Avec ses terres arables, ses abondantes eaux douces, ses immenses forêts et son potentiel hydroélectrique, le Congo, avec une vision claire et des objectifs bien définis, devrait réduire sinon résoudre ses problèmes d'accès à l'alimentation, à l'eau potable et à l'électricité.

Tel n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui. Comme on l'a déjà dit, les taux de desserte en eau et en électricité sont parmi les plus bas d'Afrique tandis que la sous-alimentation affecte les populations

dans plusieurs parties du pays.

En outre, la première richesse de toute nation s'apprécie aujourd'hui par le nombre de ses cerveaux. A ce sujet, la RDC doit réinventer son système éducatif obsolète, faire l'inventaire de ses cadres et les utiliser à bon escient, avec des motivations conséquentes.

Comment penser développer le Congo sans la réhabilitation de l'université, du professeur d'université, du chercheur, du cadre scientifique, de l'enseignant, bref de l'enseignement et de ses acteurs en général ?

La population a également besoin d'accéder aux soins de santé appropriés. La déliquescence des infrastructures sanitaires, l'obsolescence et le manque d'équipement sont un obstacle majeur à la mise en place d'un système de santé digne de ce nom, alors que la RDC ne souffre pas de manque de personnel qualifié. Au moins 2000 médecins congolais exercent en Afrique du Sud, et il y en a d'autres dans le reste de l'Afrique australe et à travers le monde. Dans une première phase, il faut réhabiliter et équiper les infrastructures existantes, avant d'en envisager l'extension.

A l'indépendance, la RDC a hérité des infrastructures sanitaires parmi les plus performantes d'Afrique. A l'époque, dans chaque territoire (144 au total), dans chaque ville (plus d'une quarantaine), il y avait au moins un grand hôpital et une clinique de référence, au point que les Sud-africains, pour ne citer que cet exemple, venaient se faire soigner dans les hôpitaux d'Elisabethville, aujourd'hui Lubumbashi, et de Jadotville, actuellement Likasi.

Aujourd'hui, par manque de maintenance et d'investissements adaptés au progrès démographique et technologique et à cause des politiques de santé inappropriées, cette tendance s'est inversée : tous les malades congolais, des nantis bien sûr, prennent le chemin de l'Afrique du Sud, tandis que les pauvres sont abandonnés à leur triste sort.

Pour le bien-être de sa population, l'élite congolaise a aussi le devoir de réfléchir sur le type d'habitat qui allie le confort aux coûts de

réalisation accessibles à la majorité. Dans ce domaine, il est possible de recourir aux matériaux locaux disponibles en abondance, ce qui réglerait, dans une large mesure, le problème de maintenance. Un accent particulier devra être mis sur l'amélioration de l'habitat rural pour faire des villages de véritables centres d'intérêt, susceptibles de combattre l'exode rural. Sans remonter le passé jusqu'à l'époque coloniale, une brève analyse de l'histoire récente de l'habitat et du logement peut mieux éclairer notre propos.

Après l'accession du pays à l'indépendance, les interventions publiques dans le domaine de l'aménagement urbain ont été quasi inexistantes. Néanmoins, quelques institutions publiques ainsi que certaines initiatives privées ont posé des actions significatives. Ce fut le cas en 1965 de l'Office National du Logement (ONL) qui avait succédé à l'Office des Cités Africaines (OCAF) afin de poursuivre la mission de ce dernier, ainsi que celle du Fonds d'Avance. Les Congolais garderont de l'ONL, dissout en 1987, le souvenir de ses faibles performances et réalisations en comparaison avec celles des deux institutions qu'il avait remplacées.

La mission de l'OCA consistera particulièrement en la construction à des coûts faibles d'un grand nombre de maisons en matériaux durables, mais aussi en l'exécution de tous les travaux d'infrastructures et d'équipements collectifs dans les nouveaux quartiers.

Citons aussi la création en 1971 de la Caisse Nationale d'Épargne et de Crédit Immobilier (CNECI). Cet organisme public fut conçu sur le modèle de l'OCA, avec comme particularité le fait de tirer ses ressources de l'épargne privée et d'octroyer des prêts à moyen et à long termes pour construire, acquérir ou transformer les habitations modestes. Malheureusement, la CNECI se tourna plutôt vers la réalisation des opérations immobilières « clés en mains ». Ainsi, elle n'aura vécu que l'espace de quatre ans, et son bilan demeure pour le moins mitigé.

Les quatre années d'existence de la CNECI (1971-1975) n'ont finalement permis que la construction de 845 logements dont 800 maisons sur les 1000 prévues à la « Cité Salongo » dans la commune de

Lemba.

D'autres tentatives méritent d'être soulignées ici. C'est le cas de « Habitat pour l'Humanité ». Grâce à l'appui des églises protestantes américaines, cette organisation non gouvernementale a réalisé, entre 1974 et 1999, plus de deux mille logements en RDC. Le gros de ses activités se trouve concentré dans la province de l'Équateur.

Pour sa part, le Logement Économique (LOGEC) a bénéficié à sa création des ressources de deux sociétés paraétatiques, la Société Nationale d'Électricité (SNEL) et la Régie de Distribution des Eaux (REGIDESO). Le LOGEC a principalement contribué à la réalisation de la « Cité Mama Mobutu », achevée en 1988.

Actuellement, il n'existe plus un seul organisme étatique chargé de construire des logements sociaux ou autres. Face à cet épineux problème de logement auquel sont confrontés de nombreux ménages congolais, lassés d'attendre les solutions promises depuis des décennies, chacun s'est résolu à apporter « sa propre réponse »: baraques et habitations précaires faites de matériaux de récupération (vieilles tôles et autres matériaux servant à la fabrication des bouchons pour boissons, feuilles multiplex, écorces d'arbres, planches de coffrage, cartons goudronnés, bâches, fûts déroulés, cartons de déballage ..., les tôles ondulées servant le plus souvent de toiture). C'est le phénomène de « bidonvilisation » auquel nous assistons actuellement non seulement dans la Capitale, mais aussi dans tous les centres urbains du pays.

Ainsi, assurer la nourriture, l'eau, l'électricité, l'éducation, les soins de santé et le logement, c'est pour l'État réaliser la justice sociale et distributive qui permettra à la société congolaise de se développer de manière équilibrée et de faire participer chacun de ses membres à l'effort collectif, tout en garantissant à chaque citoyen une juste rétribution. Une société qui se construit sur cette base se donne les moyens d'affronter solidairement les défis qui surgissent sur la voie de son développement.

Mais, outre cette vision à court et moyen terme, nous avons la conviction que notre pays dispose, comme nous avons tenté de le démontrer précédemment, des moyens et des ressources pour se fixer et

mettre en œuvre les objectifs d'un développement intégral et durable.

### **10.5. Le développement intégral et durable**

L'exigence du développement intégral et durable passe notamment par la relance de la production, la protection et la gestion rationnelle de l'environnement ainsi que la construction d'infrastructures et le recours aux nouvelles technologies.

Point n'est besoin de rappeler que l'économie d'un pays dépend de sa production des biens et services. Dans ce domaine, la RDC a beaucoup régressé, car son industrie minière (GECAMINES, OKIMO, MIBA, SOMINKI) est quasiment à l'arrêt.

La relance des activités minières exige la mobilisation de moyens financiers importants. Selon les estimations faites par les experts du gouvernement, une enveloppe de plus ou moins 8 milliards de dollars américains sera nécessaire pour relancer la production du cuivre, du cobalt, du diamant et de l'or.

Par ailleurs, l'agriculture et l'élevage sont des secteurs prometteurs qui ne posent pas beaucoup de difficultés pour leur relance. Pour s'en convaincre, laissez-moi vous parler très brièvement de ma propre expérience dans le domaine agro-pastoral.

En effet, voulant me lancer dans l'activité agricole, j'ai acquis en 2008 à Mongata, sur le plateau des Bateke, à 160 Km de Kinshasa sur la route menant vers la province de Bandundu, 2.500 Ha de terrain sur lequel j'ai entrepris des activités agricoles et pastorales. J'avais alors commencé par 40 têtes de bétail : 23 bovins et 17 moutons. A la fin de l'an dernier, 2011, c'est-à-dire trois après, ma ferme de Mongata était riche de 448 têtes de bétail dont 311 bovins et 137 moutons.

***Mettre ici la photo montrant le Président nourrissant les vaches ou tenant une génisse***

En même temps, j'ai cultivé 170 Ha de manioc et 150 Ha de maïs.

***Mettre ici la photo montrant le Président dans le champ de manioc ou devant la récolte de maïs***

Comme on l'a dit précédemment, le développement de l'industrie minière, manufacturière et agro-alimentaire ne peut se concevoir que dans le cadre d'un plan qui intègre les aspects liés à la protection des investissements et l'amélioration des conditions de vie de notre peuple.

## **10.6. Des ressources à valoriser**

Nos ressources doivent être valorisées pour une exploitation rationnelle et prévoyante, en partenariat avec les investisseurs venant de tous les continents.

Il est important de rappeler que le bassin minier congolais a connu depuis plus d'un siècle une exploitation à grande échelle avec le concours financier de grandes compagnies à Charte qui avaient appuyé les actions de mise en valeur entreprises par le roi Léopold II pour construire son État Indépendant du Congo, et plus tard la Belgique, en tant que puissance colonisatrice. Depuis lors, le pays a toujours été ouvert au monde et est prêt à accueillir les investissements de tous ceux qui seraient intéressés par l'exploitation de ses ressources. Suite à l'échec

des politiques économiques élaborées après l'indépendance du pays, il devient plus qu'urgent de repenser la stratégie. C'est dans ce contexte que s'inscrit la politique de partenariat par contractualisation en cours, mais qui semble privilégier les intérêts des acteurs privés plus que ceux de l'État. L'essentiel est d'éviter de signer avec ces partenaires des contrats léonins. Certains ont fait l'objet de polémique et suscité des commentaires en sens divers.

Ainsi, ces richesses qui auraient dû conduire à un développement intégral semblent être la source de malheurs ou de malédictions pour le pays. Cela ne devrait pas constituer un motif de fierté, mais bien au contraire, une interpellation de l'élite et de la classe dirigeante. Comme l'écrit George SOROS dans son ouvrage intitulé *l'Age de la faillibilité* :

*"les pays en développement qui sont riches en ressources naturelles ont tendance à être aussi pauvres que les pays qui en sont moins bien dotés ; ce qui les distingue est qu'ils ont normalement des gouvernements plus répressifs et corrompus et qu'ils sont souvent dévastés par des conflits armés. Cette situation a fini par être connue sous le nom de la « malédiction des ressources".*

Si le Brésil, pays du tiers monde, a réussi à se rendre puissant et autonome, en se classant parmi les pays émergents, le Congo, avec tous ses atouts et opportunités, peut en faire autant. Rien n'est donc impossible aux Congolais. L'Atlantique offre un espace d'échanges commerciaux entre les pays riverains, mais aussi entre ces derniers et le reste du monde.

Il faut se féliciter du rapprochement actuel entre le Brésil et la RDC, concrétisé par des liens diplomatiques et commerciaux, qui pourront constituer un stimulus pour les Congolais en vue de les amener à croire au décollage économique de leur pays.

Entre la RDC et le Brésil, les échanges commerciaux ont connu une croissance notable depuis quelques années. Le volume du commerce bilatéral, certes encore très faible, est passé de 17 millions de dollars

américains en 2005 à 210 millions en 2007, soit une progression de 1 235% en deux ans. Plusieurs sociétés brésiliennes sont installées en RDC : Vale (dans le secteur minier au Katanga), HRT-Petroleum (évaluation des gisements pétroliers dans la Cuvette centrale congolaise), Commercial Transport Agency (importation des machines et équipements de l'industrie minière), Adex Sprl (commerce de diamants), etc. Les exportations congolaises vers le Brésil comprennent essentiellement les produits miniers et le pétrole. A son tour, et comme signalé auparavant, la RDC importe divers produits du Brésil : volailles (33,6%), céréales (21,50%), sucre et produits de confiserie (14,8%), bovins (5,4%) et matières plastiques (3,6%). Le pays peut tirer profit de ces relations commerciales pour obtenir un transfert de technologie devant lui permettre de réaliser une production locale dans le cadre de l'autosuffisance alimentaire.

Un autre secteur où la RDC devra s'inspirer de l'expérience du Brésil est celui de sa capacité contributive dans la lutte contre le réchauffement climatique.

En effet, les deux pays possèdent les deux plus grandes forêts équatoriales et participent pour beaucoup à l'élimination des gaz à effet de serre. Mais aujourd'hui, seul le Brésil, par sa politique appropriée et sa diplomatie active, a pu tirer son épingle du jeu dans le cadre de la lutte contre réchauffement climatique et la défense de la biodiversité, en obtenant une compensation financière de la part des pays pollueurs de la planète.

Il appartient à la RDC de jouer sa partition pour obtenir une compensation à la hauteur de sa contribution et des restrictions imposées à sa population dans le cadre de la protection de l'environnement.

Par ailleurs, Il est urgent de diversifier les relations commerciales avec les autres pays de la zone atlantique américaine, afin d'y accroître l'influence de la RDC.

Enfin, la RDC devra diversifier ses échanges commerciaux avec ses 9 voisins, les pays de l'Afrique australe et de l'Est, de l'Afrique de l'Ouest et du Nord, ainsi qu'avec le continent asiatique, sans oublier nos



partenaires traditionnels.

## Épilogue

Les développements de mon précédent ouvrage ont permis de procéder à une analyse approfondie sur la nécessité de faire des pays riverains de l'Atlantique, y compris ceux de la côte africaine, un nouveau pôle de développement du monde, étant donné les relations historiques existant entre les peuples de cette partie du globe et ce, sans négliger les opportunités qu'offre une coopération mutuellement avantageuse avec l'Asie.

Il y a eu d'abord la volonté de construire l'Europe, en utilisant la main-d'œuvre noire de l'Afrique pour défricher les terres vierges de l'Amérique, terres destinées à la production des richesses pour le vieux continent.

À son tour, le nouveau continent a pu profiter de l'immigration des populations européennes installées dans sa partie Nord pour dynamiser la croissance du monde développé, en s'imposant comme moteur de l'ensemble de l'économie mondiale, à partir de la guerre de 1940-1945.

Et de manière plus subtile, l'Asie est venue s'insérer dans cette marche en avant de l'économie, d'abord grâce à l'envol du Japon, suivi aujourd'hui par la Chine et l'Inde, même si avant ces deux derniers pays, le monde avait déjà noté la montée d'autres nations asiatiques, comme la Corée du Sud, Singapour, la Thaïlande, la Malaisie, pays désignés sous le vocable de dragons asiatiques auxquels il convient aujourd'hui d'ajouter le Vietnam, véritable pays émergent.

Entre-temps, l'Amérique latine, avec le Brésil en tête, donne des signes évidents de sortie du sous-développement. L'économie dans cette région est ainsi boostée, en plus du Brésil, par l'arrivée sur la scène internationale des pays comme le Venezuela grâce à son pétrole et le Chili (consolidation de l'économie par une croissance soutenue depuis

plusieurs années maintenant).

Il ne reste donc que l'Afrique, plus précisément l'Afrique subsaharienne qui continue, en dehors de l'Afrique du Sud, à connaître un sous-développement qualifié de chronique.

Comme toutes les autres parties du monde, le continent noir a aujourd'hui la capacité de s'en sortir. Il dispose, à travers l'exemple de la RDC, de toutes les potentialités pour répondre au rendez-vous du développement et de la mondialisation. Mais pour y parvenir, il faut opérer les choix à même de le conduire vers le bien-être que ses populations appellent de tous leurs vœux.

Le présent ouvrage a l'ambition non seulement de mettre en exergue la faculté de la RDC à jouer son rôle légitime fondé sur son potentiel géostratégique, mais aussi de créer une masse critique favorable au Congo en cette période des grands arbitrages mondiaux. Ceci relève de la responsabilité collective des Congolais.

Cette responsabilité entraîne une obligation d'agir en vue de construire une culture qui réponde aux aspirations profondes du peuple. Notre pays a le devoir de donner à ses enfants des ailes et des racines. Les ailes nous montrent les horizons infinis de l'imagination, nous portent jusqu'à nos rêves, nous conduisent dans des endroits lointains. Ce sont les ailes qui nous permettent de connaître les racines de nos semblables et d'apprendre d'eux, comme nous nous sommes déjà donné le pari d'apprendre du Brésil.

Nul n'a le droit de renoncer et de faire renoncer à un peuple son droit de rêver d'un monde meilleur. Le rêve est le carburant des grandes réalisations. Les difficultés du moment ne peuvent détruire la force de notre créativité. Si des hommes ont été défailants dans leur responsabilité, c'est encore à eux que revient la charge de rallumer la flamme de l'espoir par un discours responsable, un projet de société réaliste et un comportement de rupture. Le miracle est humain et il est dans la sommation des actions minutieusement menées par des hommes de conscience. Il ne faut pas désespérer du futur, car celui-ci sera ce qu'on aura décidé du présent. Nous sommes les produits de nos actions

et celles-ci sont le résultat de nos pensées.

La RDC sera ce que nous, peuple congolais, aurons décidé qu'elle soit. Nous avons l'obligation de léguer aux générations futures une société plus juste, plus prospère et plus humaine. C'est un travail fondamental qui doit trouver son impulsion dans l'homme politique congolais. C'est à lui de produire un comportement patriotique qui garantisse l'égalité des chances à chaque citoyen.

Dix ans, c'est pour moi deux législatures, période pouvant donner la possibilité au peuple de se doter d'institutions, de les renouveler et surtout de faire progresser la culture démocratique.

Dix ans, c'est l'occasion donnée au gouvernement de travailler d'arrache-pied pour assurer la croissance économique, grâce à un investissement massif dans les deux secteurs essentiels, à savoir les infrastructures sociales et l'agriculture. Après avoir tout essayé, nous avons aujourd'hui l'occasion de revenir aux fondamentaux, c'est-à-dire l'économie au service de l'homme. Et sans hésiter, nous disons qu'il y a la voie de la terre. L'agriculture dans une approche multisectorielle va libérer les énergies créatrices et nous donner la base d'un développement harmonieux.

Dix ans, c'est aussi l'occasion de formuler des politiques sectorielles réelles, basées sur des stratégies de lutte contre les inégalités sociales.

Dix ans, c'est le temps pour garantir la gratuité de l'enseignement fondamental à nos enfants.

Dix ans, c'est la nourriture suffisante pour chaque Congolais, l'eau et l'électricité garanties pour chaque foyer.

Dix ans, c'est le temps pour offrir à notre population, aujourd'hui

dans le désarroi, un système de santé qui garantisse à tous l'accès aux soins de santé de qualité.

Dix ans, c'est également la période durant laquelle il nous est possible de doter chaque famille congolaise d'un habitat décent. Cela n'est pas un rêve, c'est une option dont le pays a les moyens de sa réalisation.

Dix ans enfin, c'est le temps d'une nouvelle chance que le pays doit saisir pour mériter de l'histoire.

À l'instar du Brésil, la RDC est à même de relever ces défis qui se résument à la lutte contre la pauvreté et les antivaleurs.

*Cet appel pathétique est plus qu'une profession de foi. Il s'adresse à tous et à toutes. Oui, la croissance, le développement et la prospérité pour tous sont possibles. La commémoration des cinquante ans de l'indépendance le 30 juin 2010, devrait constituer une occasion propice pour repenser la gestion de la RDC en vue d'en faire une terre d'espoir pour les Congolais et pour l'humanité.*

Comme le Brésil de LULA, la RDC dispose des atouts naturels, nous allons dire, des ressources naturelles pour apporter des réponses aux cinq grands défis qui se posent actuellement à l'humanité: le réchauffement climatique, la crise alimentaire, la crise énergétique, la crise de l'eau douce et la crise des matières premières.

La réorganisation de l'espace atlantique est une opportunité pour la RDC qui, doit non seulement y faire valoir ses atouts, mais aussi en retirer le plus d'avantages et cela ne dépend que des Congolais d'abord.

En combinant les forces du marché et la présence d'un État fort, on peut arriver à donner l'impulsion nécessaire à l'économie pour une croissance plus soutenue prenant en compte les besoins sociaux. Et pour cela, il faudra s'inscrire avec conviction dans la voie de la bonne gouvernance, qui ne doit pas faire de la lutte contre la corruption et l'impunité un simple slogan. Il faudra un leadership clair qui agit pour doter

progressivement l'État des moyens classiques nécessaires à la réalisation de ses missions régaliennes : la justice, la diplomatie, la défense et la sécurité, une politique monétaire et fiscale tournée vers le développement. Il faudra enfin œuvrer pour la réduction des fractures sociales et pour la consolidation de la paix.

Cet effort au niveau interne de chaque État s'accompagnera d'une solidarité et d'une coopération internationale basée sur le principe gagnant-gagnant.

L'Afrique séparée de l'Amérique par l'Atlantique, ou mieux unie à l'Amérique par l'Atlantique, livre un combat sans merci contre l'adversité de la pauvreté et de l'ignorance, tout en ayant conscience de porter dans ce fardeau du point de vue des défis écologiques, le poids de l'humanité entière dont elle est le berceau.

C'est pourquoi, le pont qui vaut la peine d'être jeté entre ces deux rives, est celui fondé non seulement sur des intérêts stratégiques, mais aussi sur le postulat de l'unicité de la race humaine et sur l'obligation tactique de régler les problèmes futurs en s'impliquant dans la recherche des solutions aux difficultés actuelles du voisin.

L'espace transatlantique et, au-delà, le monde forment un tout dont les avancées fulgurantes ou les retards déplorables des uns constituent, selon le cas, un tonus ou un poids pour les autres.

Le sort de l'humanité est lié et soudé, à telle enseigne qu'il ne sert pas à grand-chose, dans cette chaîne, d'avancer sans les autres au risque de créer d'autres problèmes souvent récurrents.

Les pays du Nord sont confrontés, pour une part importante, notamment au problème de l'immigration clandestine provoquée par la pauvreté des pays du sud. La solution passe par la création d'emplois grâce aux investissements et au transfert des technologies, pour occuper les jeunes de l'hémisphère Sud chez eux, accroître la mise à disposition des services sociaux de base, bref réduire la pauvreté.

Il est évident que les États du Sud ont leur part dans cet effort du renouveau d'un monde empreint de justice et de paix. La bonne

gouvernance avec la lutte contre la cohorte des antivaleurs qu'elle intègre, notamment la corruption, l'impunité, le népotisme, les violations massives des droits de l'homme, est l'ingrédient nécessaire à la mise à niveau de cette partie du monde, spécialement l'Afrique.

Le continent noir doit cesser d'être un simple réservoir de matières premières, pour développer sa propre industrie de transformation et créer son marché interne alimenté non seulement par les biens et services venant d'ailleurs, mais aussi par sa propre production dont l'excédent peut être exporté sous une forme plus élaborée et compétitive.

La RDC doit redevenir le noyau intégrateur de l'Afrique centrale à l'instar du Nigeria pour l'Afrique occidentale et de la République Sud-Africaine pour l'Afrique australe. C'est un rôle qu'elle a joué pendant la guerre froide et dont elle n'a pas tiré profit, probablement à cause de l'ambition de ses dirigeants de l'époque : demeurer à vie au pouvoir, le développement du pays, malgré les opportunités, ayant été relégué à l'arrière-plan.

À l'heure de la mondialisation, ses ambitions sont à requalifier pour les aligner sur sa capacité contributive et sa place dans la globalisation. A cet égard, est préalable, une prise de conscience de ce que vaut le pays sur les plans démographique, géopolitique, géostratégique et économique, ne serait-ce, pour ce dernier aspect, qu'en termes de potentialités.

La refondation de l'État dans sa fonction régaliennne, l'osmose entre le décideur politique et le détenteur de la science et de la technologie, la démocratie comme mode de gestion et de direction de la cité et la prise en compte des besoins des populations urbaine, périurbaine et rurale, le tout fondé sur la justice sociale bâtie sur l'équité, le droit et la morale, constituent le passage obligé pour redevenir crédible, fréquentable et pourquoi pas incontournable. C'est ce que nous qualifions d'Union Sacrée des Intelligences Congolaises. Une Union Sacrée perçue comme une structure de refonte des mentalités pour le renouveau en faisant participer toutes les catégories sociales à l'œuvre de la transformation de notre pays, allant du professeur d'université jusqu'à la femme paysanne dans

les milieux ruraux en passant par les maraîchères dans les hinterlands des centres urbains.

La RDC, notre pays, peut partager, à travers des échanges mutuellement avantageux, avec le reste du Monde. Des lieux de connexion et des espaces de dialogue pour un échange mutuellement fructueux et avantageux doivent être établis. Les relations transatlantiques peuvent constituer le levier de la montée en puissance d'une coopération fondée sur le triomphe du bon sens. C'est dans cette perspective que nous avons proposé la création de la Conférence Tricontinentale Atlantique (CTA), cadre par excellence du rendez-vous du donner et du recevoir pour l'ensemble des pays riverains de l'Atlantique, dans un esprit de complémentarité et de solidarité.

*Vital KAMERHE, Les fondements de la politique transatlantique de la République Démocratique du Congo, Bruxelles, Ed. Lacier, 2011*

<sup>1</sup> *Lire à ce sujet Vital KAMERHE, Les fondements de la politique transatlantique de la République Démocratique du Congo, Bruxelles, Ed. Lacier, 2011, p. 123*

*République Démocratique du Congo, Ministère du Plan, Monographie de la Province du Bandundu, avril 2005, p. 124*

*République Démocratique du Congo, Ministère du Paln, CP-SRP Équateur,*

*Monographie de la Province de l'Équateur, 2005, p. 51*

*In Guide de l'investisseur du secteur des miniers et des hydrocarbures, Ministère de mine, Kinshasa 2004.*

*Peacks Foundation : [http://www.peacksfoundation.org/images/uploads/general/YPY \(...\)](http://www.peacksfoundation.org/images/uploads/general/YPY (...)*

*Vital KAMERHE (2011), p. 124*

*Ibidem*

*Il s'agit principalement de deux guerres de sécession (celle du Katanga et du Sud-Kasaï), de la rébellion muléliste et de deux guerres de Shaba en 1976 et 1977*

*UNFPA, 2004*

*Le Palmarès, No 5149 du 1<sup>er</sup> septembre 2011, p. 7*

*La Tempête des tropiques, No 4239 du 13 septembre 2011*

*Pierre Cappelaere, Congo (RDC) : Puissance et fragilité, Ed. Harmattan, 2011, p.47*

*Le Baromètre, No 216 du 16 août 2011, p. 7*

*Le Soft, No 1126, p. 17*

*Ministère de la santé publique, Rapport final, juillet 2008, p. 10*

*Ibidem, p. 18*

*Ibidem, p. 19*

*Le Baromètre, Édition No 190 du 28 mars 2011, p. 5*

*"Des parlementaires déclarent la guerre au paludisme ", dans Le Phare, du 25 avril 2011, p. 15*

*« Importation des produits alimentaires : la RDC perd plus d'un milliard des dollars par an », dans Le Phare du 24 mai 2011*

*Ibidem*

*"Sécurité alimentaire face à une double menace continentale et mauvaises pratiques ",*



dans DIA, No 53030 du 29 mai au 4 juin 2011, p. 4

Le Potentiel, No 5318 du Jeudi 1<sup>er</sup> septembre 2011, p. 13

Vital KAMERHE, *Ma vision d'un Congo prospère, stable et puissant, inédit*, p. 3

Voir aussi KAMERHE V., Repenser l'Atlantique, Conférence tenue le 17 février 2010, Université du Québec à Montréal, Canada.

KAMERHE V., *Conférence précitée*.